

# DOCTRINE

Revue d'études générales

N° SPÉCIAL  
2006/01



RETOUR D'EXPÉRIENCE  
ET PROSPECTIVE

# Armées : faire campagne en ville



UNE SYNTHÈSE DES INTERVENTIONS ET DÉBATS

DE LA DEUXIÈME RENCONTRE DU CDEF DU 5 OCTOBRE 2005

# sommaire

**Directeur de la publication :**  
Général (2S) Jean-Marie Veyrat

**Rédacteur en chef :**  
Capitaine Stéphane Carmès  
Tél. : 01 44 42 35 91

**Maquette :** Christine Villey  
Tél. : 01 44 42 59 86

**Création :** amarena

**Crédits photos :**  
ADC Chesneau - ADC DRAHI -  
CCH Chatard/SIRPA Terre  
(1<sup>ère</sup> et 4<sup>e</sup> de couverture)

**Création - réalisation :**  
(1<sup>ère</sup> et 4<sup>e</sup> de couverture)  
Nathalie Dujardin  
Tél. : 01 44 42 48 95

**Gestion du fichier des abonnés :**  
Adjudant Dijoux  
Tél. : 01 44 42 48 93

**Diffusion :** bureau courrier du CDEF  
**Impression :** Point d'Impression de  
l'Armée de Terre de Saint-Maixent-l'École  
06-0044  
**Tirage :** 2 000 exemplaires  
**Dépôt légal :** à parution  
ISSN : 1293-2671 - Tous droits  
de reproduction réservés.

**Revue trimestrielle**  
*Conformément à la loi «informatique  
et libertés» n° 78-17 du 6 janvier 1978,  
le fichier des abonnés à  
DOCTRINE a fait l'objet d'une  
déclaration auprès de la CNIL,  
enregistrée sous le n° 732939.  
Le droit d'accès et de rectification  
s'effectue auprès du CDEF.  
Centre de Doctrine  
d'Emploi des Forces -  
BP 53 - 00445 ARMEES.*

**Fax :** 01 44 42 52 17 ou 821 753 52 17  
**Web :** www.cdef.terre.defense.gouv.fr  
**Mel :** doctrine@cdef.terre.defense.gouv.fr

**AVANT-PROPOS : UN DÉBAT ESSENTIEL POUR L'EFFICACITÉ DES FORCES FRANÇAISES  
CONFRONTÉES AUX NOUVELLES RÉALITÉS DES ENGAGEMENTS ACTUELS** Page 3

**ALLOCUTION D'OUVERTURE DU GÉNÉRAL VINCENT DESPORTES COMMANDANT LE CDEF :**  
Faire campagne en ville Page 4

**INTRODUCTION DU GÉNÉRAL (2S) RANNOU : L'ARMÉE DE TERRE D'AUJOURD'HUI :**  
L'ouverture au monde extérieur et la mise du besoin opérationnel au centre du débat Page 7

**ACTES DU COLLOQUE :** Pour la poursuite d'une adaptation réussie des forces terrestres  
aux actions en zone urbanisée, une nécessaire approche pluridisciplinaire Page 9

**UNE INTERVENTION (M. ERIC MEILLAN) :**  
La résolution de crises d'ordre public en zone urbaine Page 16

**CONTRIBUTIONS DES INDUSTRIELS**  
**SAGEM :** Comprendre, frapper et parer :  
trois actes élémentaires difficiles en zone urbaine Page 19

**MASA :** La simulation au cœur de la préparation  
aux opérations en zone urbaine Page 21

**THALES :** Information, communication, identification, localisation :  
un problème majeur des engagements en zone urbaine Page 23

**EADS :** Faire campagne en ville Page 24

**TÉMOIGNAGE DU COLONEL DE REVEL :** Abidjan, novembre 2004 :  
des hommes face à des hommes Page 27

**COMPLÉMENT POUR LES ACTES ET INTERVENTIONS DE LA RENCONTRE  
PAR LE GÉNÉRAL (2S) FRANÇOIS SERVEILLE :**  
La prise en compte des opérations en zone urbaine par les Etats-Unis Page 29

**INTERVENTION DU GÉNÉRAL D'ARMÉE THORETTE, CHEF D'ÉTAT-MAJOR DE L'ARMÉE DE TERRE,  
EN CONCLUSION DU COLLOQUE :**  
Les actions en zone urbaine doivent nous forcer à réfléchir ensemble, civils et militaires Page 32

**BIBLIOGRAPHIE :** Quelques ouvrages à connaître Page 36

## Un débat essentiel pour l'efficacité des forces françaises confrontées aux nouvelles réalités des engagements actuels

C.D.E.F



Les actes de la seconde rencontre **“Retour d'expérience et prospective”** du 5 octobre 2005 paraissent dans ce numéro spécial de Doctrine. Cette rencontre était organisée autour du thème **“Armées : faire campagne en ville”**. Au même titre que la première rencontre qui portait sur l'adaptation réactive, l'objectif de cette rencontre était d'amener une assemblée de décideurs, civils et militaires, à réfléchir et s'interroger sur un sujet d'une brûlante actualité, l'urbanisation des conflits.

Les objectifs qui avaient été fixés demeurèrent fidèles à ceux que se sont données les rencontres **“Retour d'expérience et prospective”**. Il s'agit, tout en contribuant à enrichir le lien militaro-civil, de mener **une réflexion pluridisciplinaire sur un sujet intéressant l'ensemble des hauts responsables invités.**

Cette année, le thème de l'urbanisation des conflits s'était imposé comme une évidence. En effet, les engagements récents montrent que les conflits se règlent dans les villes et que la résolution des crises urbaines ne s'improvise pas. Préparées hier à faire la guerre en terrain libre contre un adversaire connu, les forces armées sont amenées aujourd'hui, à effectuer des opérations de coercition et de stabilisation dans des zones urbanisées face à un adversaire difficilement identifiable, très mobile et capable d'exploiter nos lacunes. Dans ce contexte, les acteurs militaires se trouvent confrontés à toute la complexité du milieu urbain.

La société civile a aussi un rôle primordial à jouer dans cette réflexion et la rencontre a donné à de nombreuses disciplines l'occasion d'enrichir la pensée et l'élaboration des méthodes.

La rencontre **“Retour d'expérience et prospective”** proposait un historique des conflits en zone urbaine suivi d'une table ronde donnant la parole aux acteurs civils, puis d'un dialogue ouvert tant entre les intervenants qu'entre ces derniers et le public averti de l'assistance.

Les textes figurant dans ce numéro spécial reproduisent les différentes interventions en reprenant l'essentiel et synthétisent l'ensemble des débats. Il a été jugé également utile d'ajouter quelques témoignages personnels donnant un éclairage particulier aux réflexions d'ensemble.

De l'avis général, cette rencontre a été très fructueuse, apportant sa pierre à un édifice expérimental et conceptuel qu'il est important de bâtir. J'ai donc souhaité que les éléments majeurs de cette seconde rencontre reçoivent une large diffusion pour qu'ils contribuent, à leur place, à **un débat essentiel aujourd'hui pour l'efficacité des forces françaises confrontées aux nouvelles réalités des engagements actuels.**

**Général Vincent DESPORTES**  
commandant le Centre de doctrine  
d'emploi des forces

Allocution d'ouverture du général Vincent DESPORTES  
commandant le Centre de doctrine d'emploi des forces (CDEF)

# Faire campagne en ville

“*Vous avez de la chance ...*”, dit de Gaulle à Leclerc, à la veille de libérer Paris. Mais les temps ont changé. La guerre, la ville et le soldat sont aux prises depuis des millénaires, mais les temps ont changé. Les chefs militaires en charge aujourd’hui de combattre en ville ressentent bien davantage le sentiment de leur immense responsabilité, le sentiment de l’immense complexité de leur tâche que celui de leur chance.

Pourtant, le soldat du XXI<sup>e</sup> siècle n’a plus le choix : *pour l’heure, la paix s’impose ou se maintient en ville*. La guerre en rase campagne, tuée en “pat” en 1989, est morte en “mat” une deuxième fois, en Irak, le 9 avril 2003. Désormais, sauf exception, les combats sont urbains et les noms de bataille sont des noms de villes. Désormais, *le chemin de la paix passe par la ville*. Ignorer le phénomène ne modifie pas son existence : la campagne *Iraki Freedom*, c’est le choix initial du contournement des villes, suivi du retour brutal à la réalité : la guerre moderne se fait bien dans les villes, elle se fait dans la douleur, elle se fait au contact, elle se fait dans la durée ...

## Trois raisons essentielles pour l’urbanisation des opérations

L’urbanisation sans précédent des opérations s’explique par *trois raisons essentielles*. La première est *l’évolution de la nature des conflits*. Depuis 1945, 80% des guerres sont des conflits internes ou des guerres civiles. La guerre, progressivement émancipée de l’ordre west-phalien, de moins en moins interétatique, de plus en plus civile, prospère en ville. La seconde est le phénomène bouillonnant de *l’urbanisation*. Les projections diffèrent, mais l’essentiel est là : en 1900, 80% de la population mondiale était rurale, aujourd’hui les mégapoles se multiplient (avec plus de 300 villes dont la population est supérieure à 1 million d’habitants), et en 2025 plus de 80% de la population devrait être urbaine. A cet instant, sur un rythme croissant, les mégapoles continuent à dévorer l’espace qui les entoure dans un désordre le plus sou-



vent incontrôlé. La troisième raison est celle de la **concentration urbaine des pouvoirs et richesses**. **Les hommes se battent pour un pouvoir ou des richesses** et les deux se trouvent d'abord dans les villes : la crise s'y focalise.

Cette **situation concerne tout autant militaires que civils**. Il s'agit de trouver les meilleures manières de conjuguer les

efficacités pour construire des solutions globales aux nouveaux défis. Cela renforce l'importance des échanges, l'importance des boucles courtes des retours d'expérience : c'est l'esprit de ce deuxième colloque "**Retour d'expérience et prospective**" qui entend donner d'abord la parole aux acteurs civils de la résolution de la crise en ville.

## Cinq idées pour brosser le cadre de l'action urbaine

Pour initier la réflexion commune, il semble utile d'**évoquer quelques idées qui pourront lui servir de fil guide**.

La **première idée** est celle du **caractère très spécifique de l'environnement urbain**. En ville, l'univers n'est pas que militaire et rationnel. Il est aussi - et davantage - civil et émotionnel : il impose une **approche globale des crises**. **Pour le militaire, cela se traduit par une augmentation considérable de ses relations avec l'environnement**, avec la prise en compte de **multiples aspects** (culturel, politiques, juridiques, religieux, humanitaire, médiatique et... militaires). L'intrication des actions de toutes natures exige la coordination avec des acteurs multiples et l'on notera, en particulier, deux nouveaux acteurs omniprésents : les organisations non gouvernementales et la presse. Les humanitaires et les militaires n'ont d'autre choix que d'agir dans le même espace, c'est-à-dire au moins de coordonner leurs actions, au mieux de coopérer. Les média, pour leur part, sont nombreux : la guerre en ville est spectaculaire, et, à défaut d'unité d'action, on y trouve l'unité de lieu et l'unité de temps de la tragédie classique. Les zones urbaines cristallisent en effet, sous les feux médiatiques, toutes les préoccupations, ce qui accentue encore la **judiciarisation** des actions militaires et donc les **restrictions à la liberté d'action**.

La **deuxième idée** est celle de **l'évolution profonde de l'adversaire**. La zone urbaine est le **terrain privilégié du combat asymétrique** car, favorisant le nivellement de la puissance en minimisant l'infériorité, elle constitue un lieu privilégié où le plus faible peut choisir d'affronter le plus fort. Il peut aisément y refuser la logique occidentale de la guerre et, usant de logiques non conventionnelles, chercher à s'en prendre aux forces morales des combattants et des nations plutôt qu'à leurs forces vives.

La **troisième idée** est celle de **la mutation de la notion d'efficacité militaire**. Désormais, **les problèmes à régler sont essentiellement humains et non physiques**. La cible de l'action change : ce n'est plus l'adversaire mais la population : il s'agit de gagner le combat de l'adhésion tout en reconstruisant le "contrat social". Ce phénomène se traduit par la multiplicité des tâches urbaines (coercitives, sécuritaires, humanitaires) dont l'extrême diversité se conjugue à la simultanéité. La zone urbaine exige une approche globale des crises et la synchronisation des actions par le principe des lignes d'opérations, désormais multidisciplinaires, prôné par Jomini.

La **quatrième idée** est une conséquence directe de la troisième : c'est celle de **l'évolution des moyens de l'efficacité militaire**.

La ville, caractérisée par son hétérogénéité et son opacité, impose ses conditions aux soldats. **Les systèmes de forces structurées dans leurs différentes composantes pour**

**gagner un conflit frontal, brutal et rapide dans des espaces ouverts s'avèrent inadaptés** : les spécificités physiques et humaines de l'environnement urbain amènent à **repenser l'efficacité**. Le tactique y reprend le pas sur l'opératif, le décentralisé domine le centralisé, **l'influence l'emporte sur la puissance** tandis que l'action individuelle compte finalement presque autant que la décision d'état-major et parle plus fort que le message stratégique.

Il faut ainsi **maîtriser et graduer l'emploi de la force afin de préserver les conditions d'une future normalisation**. Il convient, dans le même esprit, de **limiter au mieux les destructions**, ce qui est une révolution puisque la capacité de destruction a constitué jusqu'à la fin de la guerre froide la mesure de l'efficacité militaire : le temps n'est plus celui des 40 000 obusiers tirant au même instant sur Berlin le 16 avril 1945 ! Les capacités non cinétiques sont, en opération urbaine, aussi importantes que les capacités cinétiques.

Parallèlement, le contact au sol, dans la durée, s'affirme comme un argument essentiel et le **combat à courte distance, voire rapproché, revient en force**. A l'inverse, **la pertinence du "stand off" - combat à distance de sécurité - se dégrade**. **Le rêve du "tire et oublie" s'estompe devant la nécessité absolue d'occuper l'espace à nouveau sécurisé**. En aval, on assiste au **retour du risque réel**, c'est-à-dire à **l'accroissement du coût humain des engagements**, donc à **l'augmentation des risques politiques**. Le **commandement** lui-même doit évoluer, les actions d'envergure et l'emploi centralisé de la force laissant place à la décentralisation, aux petites équipes, tandis que le **renseignement** est aussi touché : il a d'évidence, en ville, des spécificités propres, l'humain au contact prenant le pas sur le technique et chaque soldat devenant collecteur d'une information parcellaire, foisonnante, incertaine et... nécessaire.

LE TEMPS N'EST PLUS CELUI DES 40 000 OBUSIERS  
TIRANT AU MÊME INSTANT SUR BERLIN LE 16 AVRIL 1945 !



SIRPA TERRE

En aval, *certains des technologies récentes* qui semblaient devoir durablement fonder une bonne part des capacités futures des forces *sont remises en cause*. Les caractéristiques physiques du milieu urbain limitent en effet l'efficacité de nombreuses technologies déjà développées tandis que d'autres équipements trouvent une efficacité nouvelle. *Cela augure d'inévitables rééquilibrages et de nécessaires réorientations qui se feront sentir bien au-delà de l'armée de terre.*

La *cinquième idée* - elle est un bouleversement à bien des points de vue - est *l'élargissement du métier militaire*. La ville est aujourd'hui *le lieu paradigmatique de la dualité du rôle social et guerrier du militaire* : les opérations menées en zone urbaine sont en effet caractérisées par l'importance des actions autres que le combat. On assiste à un *élargissement considérable des savoir-faire et savoir être, avec des bascules rapides entre différents types d'action et de comportement*. Qu'il s'agisse de pallier un manque ou d'organiser la paix sur le long terme, de construire par la force ou l'influence le résultat politique dans la complexité du tissu urbain, les militaires voient se développer *un rôle de coordinateur, de manager* avec les différents acteurs locaux, policiers, humanitaires, administratifs, politiques etc. Le chef militaire demeure un meneur d'hommes, mais il devient aussi un  *négociateur* et un  *média-teur*. Ces évolutions, très lourdes, conduisent à *repenser l'identité du militaire* : les opérations urbaines entraînent une *distorsion entre l'identité traditionnelle du militaire et l'exercice du métier des armes*, même si les maréchaux Gallieni et Lyautey ne verraient probablement dans tout cela qu'un retour finalement sain à des savoir-faire et des savoir être qui étaient, naguère, parfaitement maîtrisés.

**Au bilan**, la ville s'impose comme *l'espace emblématique à la fois de la complexification du métier militaire et de sa dualité* : la ville exige de repenser les conditions de *l'efficacité des armées*. Davantage même : devant le "bel avenir" de la guerre en ville, devant l'évidence de l'insuffisance de l'approche militaire pour y régler les crises, nous tous - acteurs différents mais concernés au même titre - devons travailler ensemble, pour construire ensemble la judicieuse conjugaison des approches de la *nouvelle efficacité politique*.

Introduction du général (2S) RANNOU de la Compagnie européenne d'intelligence stratégique (CEIS)

## L'armée de terre d'aujourd'hui : l'ouverture au monde extérieur et la mise du besoin opérationnel au centre du débat

Dans l'allocution d'ouverture du général Vincent DESPORTES, deux points, entre autres, revêtent une grande importance pour le sujet qui nous intéresse. Ils expliquent et justifient la formule retenue pour cette deuxième rencontre **Retour d'expérience et prospective : "faire campagne en ville"**. Je vous propose de développer ces deux points qui concernent d'une part un changement de comportement et d'autre part un **changement de méthode de travail** dans nos armées.

Aujourd'hui, l'armée de terre s'ouvre au monde extérieur et a mis au centre du débat le besoin opérationnel. Ces rencontres en sont une illustration.

### Les armées s'ouvrent au monde extérieur

Après la décolonisation et la fin de la guerre d'Algérie, les armées ont été ou se sont mises à l'écart de la société et des centres de décision ; puis la Guerre froide a figé cette situation. Sauf exception, les militaires n'ont plus participé au débat stratégique ni à la vie publique. Le débat stratégique s'est lui-même éteint après la mise en place des principes de la dissuasion nucléaire au début des années 1960.

Depuis, les choses ont déjà beaucoup changé et continuent de changer. Du fait des problématiques évoquées par le Général Desportes, **les militaires sortent de leur isolement**. Un certain nombre de faits le montre.

La création du Centre de doctrine d'emploi des forces (CDEF)<sup>1</sup> illustre le retour de l'armée de terre à la vie publique et sa participation au débat stratégique. L'association du CDEF avec des acteurs privés tels que la Compagnie européenne d'intelligence stratégique (CEIS), et **le dialogue qui s'est établi n'était pas imaginable il y a encore quelque temps**. Le recrutement de spécialistes et d'experts hors du monde militaire est une autre forme d'ouverture, comme c'est le cas pour le colonel Jean Raphaël Notton qui va conduire nos débats.

Il faut ajouter l'engagement du CDEF à **développer des relations suivies hors de l'armée de terre**, au niveau interarmées (DGA comprise), avec de nombreux partenaires étrangers, notamment en matière de retour d'expérience, son ouverture au monde civil et le travail en commun, avec les autres ministères, avec l'école et l'université.

Le CDEF se met à l'écoute des autres. C'est-à-dire des acteurs avec lesquels nos armées travaillent sur le terrain.

Il donne la parole aux acteurs en charge des aspects diplomatiques, des problèmes de sécurité, d'environnement, d'infrastructure, de justice, d'éducation, de la remise en route des réseaux..., aux organisations non gouvernementales qui s'occupent des questions humanitaires, aux grands témoins et en particulier aux journalistes qui informent l'opinion de l'action des militaires, aux chercheurs qui s'intéressent et travaillent sur les questions de sécurité et les interventions extérieures.

Enfin, **une nouvelle relation avec l'industrie est en train de s'organiser**. Nous y reviendrons dans notre second point.

## Le besoin opérationnel est placé au centre du débat

Les armées ont une nouvelle approche des grandes questions de défense et de sécurité. C'est ce que l'on appelle **"l'approche capacitaire"**. Cette approche a conduit au changement d'organisation de la Défense intervenu cet été. La CEIS a d'ailleurs participé de près à ces travaux.

Le général d'armée Henri Bentégeat, chef d'état-major des armées, justifie ainsi la nouvelle approche capacitaire : *"La première raison est de **placer l'opérationnel au centre des priorités** de ce ministère", et il ajoute : "Il était devenu très important que les grands choix de formats et d'équipements... procèdent d'une vraie analyse capacitaire partant **des besoins de défense et de sécurité de notre pays**".*

Il faut rappeler aussi la définition (provisoire) de la capacité : *"Un ensemble d'hommes équipés, organisés, entraînés et employés en application d'une doctrine en vue d'une finalité principale qui se traduit par l'obtention de l'effet recherché nécessaire à la réussite d'une mission".*

On voit bien que cette formulation implique un changement de méthode au sein des armées pour mettre ensemble tous les acteurs concernés par la réalisation des capacités. Dans le cas de la ville qui est l'objet de cette étude, les acteurs concernés sont pour la plupart en dehors des armées. En effet, lorsqu'il s'agit de préciser **les effets recherchés**, force est de constater qu'ils **ne sont pas que militaires** et que, dans certains cas, ils ne le sont pas du tout. Lorsqu'il s'agit de préciser les **besoins opérationnels**, cela doit se faire en concertation avec tous les autres acteurs et lorsqu'il s'agit de préciser quels équipements sont nécessaires, **les industriels sont directement dans la boucle**. Or, ils ne l'étaient pas jusqu'à présent.

Il faut ensuite définir la doctrine d'emploi des forces, et en particulier les **règles d'engagement** mais aussi les **règles de comportement**. Dans le cas des interventions en ville, ce deuxième point est essentiel car la mission va se dérouler parmi les civils, face à la foule. On est là dans le cœur de métier du CDEF, mais aussi de la CEIS. Il reste ensuite à valider les choix par le retour d'expérience, la simulation et les exercices, trois sujets auxquels, d'une manière ou d'une autre, les industriels doivent être partie prenante. Les actes du colloque **"Faire campagne en ville"** ainsi que les différentes contributions qui vous sont proposés, essaient de **refléter cette diversité des situations, des acteurs et des points de vue**.

*1 Ndlr : Sans oublier, avant la création du CDEF, celle du Commandement de la doctrine et de l'entraînement (CDE) à Mercy-lès-Metz, puis celle du Commandement de la doctrine et de l'enseignement militaire supérieur de l'Armée de terre (CDES) à Paris.*



Cellule Multimédia/CDEF



## Les actes du colloque<sup>1</sup>

### ***Pour la poursuite d'une adaptation réussie des forces terrestres aux actions en zone urbanisée, une nécessaire approche pluridisciplinaire***

*La mutation des menaces observée à l'occasion des plus récentes interventions militaires met en lumière une nouvelle forme d'adversarité, qui, au-delà de forces terrestres classiques, oppose désormais nos troupes à des groupes hostiles, déterminés à jouer de l'asymétrie et de toutes formes de déstabilisation pour compenser un surclassement technologique qui les condamne a priori.*

*L'espace urbain, pour de multiples raisons, devient le lieu privilégié de cet affrontement d'un nouveau genre, et les populations urbaines l'enjeu d'un contrôle impérieux, décisif pour la survie de nos forces comme pour le succès de leurs missions.*

*Pour penser, dans ce contexte inédit, l'adaptation de nos modes d'action, une approche pluridisciplinaire s'impose. La richesse des apports que le monde civil, dans toutes ses dimensions, peut offrir à la réflexion engagée par l'armée de terre sur ses outils comme sur ses contextes d'emploi doit être non plus seulement invoquée, mais mise en œuvre sans tabou et dans la durée. Ce fut toute l'ambition de cette seconde rencontre.*

*Forte des enseignements du premier colloque "RETEX et prospective" de novembre 2004, cette seconde rencontre fut "formatée" de manière plus compacte, autour d'un panel unique d'intervenants de haut niveau, afin de conforter la densité des présentations et des échanges avec un auditoire toujours impliqué et exigeant. Les fiches thématiques présentées ici synthétisent, en les démarquant, l'ensemble des interventions et des débats ; elles traduisent la valeur d'un échange de vues décidément essentiel et appelé encore à s'approfondir.*

## **Une petite révolution... doctrinale**

"Paix impossible, guerre improbable", la sentence aronienne, si pertinente à l'ère nucléaire, a vécu. Tandis que le débat stratégique avait été en quelque sorte stérilisé par la pétrification de l'équilibre des forces à l'ère bipolaire et nucléaire, le tactique étant évacué au profit d'un passage direct au stratégique, sa réouverture s'avère nécessaire et semble de plus en plus explicitement engagée depuis une quinzaine d'an-

nées. Les bouleversements géopolitiques nés de la fin de la guerre froide ont en effet induit de **nouveaux types de menaces et de conflits qui contraignent nos forces à repenser leurs modes d'engagement et d'action.**

Aujourd'hui, avec la part croissante des combats urbains dans le type d'engagement des forces, le besoin opérationnel rede-

vient central et le tactique, le technique, *de facto* stratégiques. **Les questions de défense et de sécurité sont envisagées selon une nouvelle approche souvent, hélas, trop uniquement capacitaire.** Il ne s'agit plus de définir théoriquement des missions et d'en déduire des moyens dont l'extension naturelle conduit à la définition des équipements, mais de **structurer un ensemble d'hommes formés, entraînés, équipés et employés en fonction d'une doctrine globale pour un effet final recherché.**

La complexification des enjeux et la nécessité d'une globalité de l'approche en matière de manœuvre de crise poussent le monde militaire à s'ouvrir et à se mettre résolument à l'écoute des apports universitaires et industriels, pour tirer parti d'une complémentarité des savoirs et des compétences. Sous l'empire d'une nécessité impérieuse, un dialogue civilo-militaire d'ampleur, impensable il y a encore 15 ans, s'est noué.



## La mutation du contexte opérationnel

“Faire campagne en ville”, la fortune de cette formule n'est pas que rhétorique. L'évolution des rapports de force à l'échelle planétaire, celle des menaces, leur caractère asymétrique croissant, les projections démographiques et l'évolution de la structure d'implantation des populations, la concentration croissante des pouvoirs et des richesses dans les cités, petites ou grandes enfin, **tout concourt à faire de la ville le lieu privilégié des guerres du futur, de moins en moins interétatiques, de plus en plus civiles, mais aussi celui où se gagnera la paix.**

En Irak, depuis l'échec de la stratégie américaine de contournement des villes, la violence de l'insurrection et la concentration des affrontements dans les cités, l'évidence s'impose d'une translation de l'espace de bataille de la rase campagne vers la ville. **L'adversaire a changé lui aussi de manière décisive, et la ville, lieu de la victoire possible du faible contre le fort, point focal privilégié de l'affrontement asymétrique, est son meilleur atout.**

Dès lors se pose avec acuité la question du “contrôle de foule”, et, au-delà, celle de **règles de comportement adaptées alliant efficacité et éthique**, alors que la gamme des modes d'action ennemis enfreint sans états d'âme le droit de la guerre. Déjà, les expériences somalienne, bosniaque ou kosovare, marquantes à bien des égards pour des troupes françaises engagées de manière importante mais pourvues de mandats et de règles d'engagement (ROE) parfois inadaptées à la réalité du conflit (au moins dans le cas balkanique), ont mis en lumière la difficulté du contrôle de foule, notamment du fait

de l'instrumentalisation délibérée de civils (notamment femmes et enfants), pour masquer ou protéger les actions des militaires.

Si les populations bosniaques et kosovares de toutes origines ont souvent été délibérément maintenues voire transférées pour justifier des prises de gains territoriaux, la foule africaine, quant à elle, est partie prenante du combat. C'est en effet le clan qui se bat contre l'autre clan ou contre les forces occidentales. S'ils n'impliquent pas les civils volontairement dans leurs luttes intestines, les chefs de guerre africains connaissent évidemment la répugnance des pays du nord, et notamment de la France, à exercer leur violence contre des populations civiles. **La mise en jeu et en scène de populations évidemment vulnérables leur permet de neutraliser partiellement la puissance technologique adverse et de compenser leur handicap technologique en matière d'équipement.**

Comment faire baisser la tension face à de telles méthodes ? Redonner l'espoir, faire décroître le sentiment de peur par la mise en vigueur, par exemple, à la première accalmie, d'un “quartier libre” des soldats de la force, injecter de l'argent dans les rouages économiques locaux par leur présence dans la ville et surtout pratiquer systématiquement le dialogue sont autant de moyens déterminants, s'ils demeurent naturellement couplés à une présence dissuasive et à la perception entretenue d'une détermination sans faille de la force par les belligérants prompts à utiliser le moindre signe d'hésitation ou de défaillance.

## Un environnement opérationnel plus complexe, ayant ses propres problématiques et contraintes

L'environnement opérationnel a donc profondément changé et il convient plus que jamais de revenir à une appréciation de situation rigoureuse et ouverte qui seule peut permettre une action efficace des forces. Pour gérer globalement et de manière efficace une crise, il faut en apprécier tous les paramètres, tous les acteurs, même les plus intrusifs ou gênants pour la force. Cela requiert une sensibilité particulièrement fine, du chef jusqu'au simple soldat. **Chacun, à son niveau, doit pouvoir et vouloir appréhender l'ensemble de l'environnement et prévenir ainsi tout dérapage que pourrait entraîner soit l'ignorance soit le mépris de l'un de ces paramètres.**

En effet, l'invasion médiatique du champ de l'information de guerre, la dictature de l'image et de l'émotion, celle de l'immédiateté qui rarement fait sens mais s'impose implacablement, façonnent les consciences de nos concitoyens, bombardés d'images et d'affects préfabriqués, diffusant une interprétation du réel nécessairement partielle voire tronquée. **Au palmarès des images vendeuses, la guerre figure évidemment en bonne place, tant elle mobilise d'émotions primitives et contradictoires, "esprit de croisade" et de pouvoir d'un côté, empathie et solidarité de l'autre.**

L'environnement opérationnel de nos forces est nécessairement affecté par cette puissance médiatique et cette profusion informationnelle, et il devient indispensable de mieux comprendre voire d'impliquer les médias présents sur le champ de bataille afin de prévenir toute présentation préjudiciable de la réalité du terrain.

Il est temps en effet, à l'instar peut-être de nos amis anglosaxons qui ont, depuis le premier conflit du Golfe notamment, remarquablement compris tout l'intérêt d'une intégration des journalistes dans le cours même des opérations militaires et d'une communication contrôlée mais abondante et accueillante,

de cesser de considérer le reporter de guerre comme un élément perturbateur ou hostile qui viendrait parasiter l'action de la force. D'autant que le déplacement croissant de la guerre en ville a entraîné une **évolution notable du statut du journaliste en ville**. Exclu ou pris au piège de villes en guerre *de facto* quasi inaccessibles (Grozny, Bagdad), où le front n'est plus identifiable voire disparaît, le journaliste est devenu une cible de choix, repérable en 10 minutes, contrainte d'être "embedded" ou protégée par des sociétés privées voire de s'armer. Tandis que chez les Américains ou les Britanniques, les journalistes sont considérés comme un mal nécessaire éventuellement utile, les forces françaises paraissent toujours, à tort ou à raison, plus hésitantes à les intégrer à leur tactique.

**Les ONG humanitaires** constituent l'autre acteur dominant d'un environnement opérationnel élargi, et subissent elles aussi des contraintes propres à l'environnement de plus en plus urbain de leurs interventions. Poussées à un travail quasi clandestin dans certaines zones de conflit, elles doivent impliquer systématiquement des salariés locaux de toutes origines ethniques et religieuses pour pouvoir poursuivre une action dans la profondeur. Leur salut se trouve dans leur parti pris de neutralité, c'est-à-dire d'un contact avec toutes les parties au conflit, locales et internationales.

Toutefois, alors que l'action humanitaire fait partie de la palette des modes d'action militaires, il constitue évidemment la finalité même de l'action de ces ONG, qui pâtissent d'une confusion entre leur action et les activités humanitaires ("affaires civiles" notamment) des forces internationales présentes en interposition ou en posture de maintien de la paix. Cet amalgame brouille leur message aux yeux des populations bénéficiaires de l'aide comme pour les protagonistes d'un conflit et les empêche parfois de se démarquer clairement.

## Repenser l'efficacité militaire

**Les contraintes d'un environnement opérationnel plus complexe et d'une concentration des opérations d'intervention en ville doivent faire évoluer la notion d'efficacité militaire articulée désormais sur un référentiel rénové.** Les domaines d'application touchés par cet impératif sont nombreux, -formation, dotation, entraînement-, car, à travers celle des armées, c'est l'efficacité politique qui est en jeu.

En premier lieu, **la cible de l'action pour nos forces change**. C'est désormais la population et non plus seulement "l'ennemi" qu'il s'agit de contenir voire, de plus en plus, de convaincre. **Il faut en effet gagner la bataille de l'adhésion populaire à l'action de la**

**force sans compromettre les phases de stabilisation puis de reconstruction.**

**Il s'agit donc plus que jamais, de pouvoir et de savoir graduer l'emploi de la force et de limiter les destructions.** La force est moins que jamais identifiable à la brutalité. Se montrer fort peut désormais signifier montrer sa force sans imposer sa réalité par l'emploi massif de sa capacité destructrice. Dans ce contexte, **l'usage des armes non létales ou à létalité réduite**, qui permettent une bonne gradation des effets et un impact politique sans destruction, est appelé à croître, comme d'ailleurs l'usage des tireurs d'élite pour cibler au plus juste, limiter les pertes ennemies et préserver l'espace de dialogue et de négociation ultérieur.

En second lieu, La guerre en ville induit un spectre large de tâches urbaines complexes et simultanées, d'ordre coercitif, humanitaire et sécuritaire, qui doivent conduire une **évolution du commandement vers la décentralisation, et une approche adaptée des tâches de collecte et de traitement du renseignement, elles aussi spécifiques en zone urbaine.**

Enfin, le retour en force du combat rapproché, privilégié par une partie adverse, et l'accroissement consécutif du coût humain des engagements, donc du risque politique, mettent partiellement en échec les avancées technologiques du combat à distance et **disqualifient, dans le face à face urbain, la guerre seulement technologique comme l'utopie du "zéro mort".**

## Guerre en ville, combat symétrique et utopie technique ancienne : le retour en force de la dimension humaine



SIRPA TERRE

La dimension proprement humaine de l'affrontement reprend donc ses droits et **le métier militaire acquiert du même coup une autre envergure, source de risques mais aussi d'opportunités : la ville, lieu paradigmatique de la dualité essentielle du métier de soldat, lui donne l'occasion de démontrer de nouvelles aptitudes.**

L'efficacité du soldat est désormais fonction de sa capacité à basculer d'une posture guerrière à un rôle social, à **démontrer son "savoir être" tout autant que ses savoir-faire.** Médiateur, coordinateur, négociateur, médiateur, il voit sa palette de modalités d'intervention et de responsabilités s'élargir considérablement. **En milieu urbain, la gestion politico-militaire de la crise descend en effet à très bas niveau.** Un jeune lieutenant devra savoir négocier avec un chef de bande ou de milice. A plus haut niveau, l'enjeu est celui d'une bonne intelligence de la situation pour pouvoir engager et maintenir le dialogue, donc d'une bonne connaissance de l'autre et d'une connaissance de sa problématique collective et, dans la mesure du possible, personnelle. **Plus que jamais, la rigidité intellectuelle, politique, sociale ou culturelle, l'ethnocentrisme, sont les ennemis du soldat engagé en ville.**

Le fait que l'homme, en ville, soit plus que jamais au centre de l'action oblige aussi à **penser des règles de comportement adaptées à l'espace urbain,** au-delà des seules règles formelles d'engagement. **Cette exigence entraîne celle d'une réflexion éthique sur le combat, sur ses impensés comme sur ses postulats.** Les valeurs militaires mais aussi politiques françaises peuvent constituer le terreau d'une telle réflexion.

Face à l'ennemi dit "asymétrique", les limites du **"fire and forget"** des armes dites "intelligentes" deviennent évidentes, puisque le but ultime de l'action militaire n'est plus de détruire l'adversaire, mais de le convaincre de modifier son comportement avec toute une gamme de modes d'action, et de maintenir le contact dans la durée pour un contrôle optimal de la situation. Aussi faut-il réfléchir

sans tabou et de manière pluridisciplinaire, parce que l'homme revient au centre des préoccupations militaires et que **l'utopie d'un face à face mécanisé s'est évanouie devant l'évolution de la nature du champ de bataille, de l'ennemi et de ses modes d'action.**

Certaines négociations délicates en situation potentiellement explosive sont éclairantes pour la réflexion générale sur **l'importance de la dimension humaine en situation de crise.**

La Nouvelle-Calédonie, théâtre d'une crise politique importante ayant abouti, en 1988, à la conclusion des Accords de Matignon est à cet égard un exemple concret de l'impact positif d'une bonne appréciation de situation. Dans le cas calédonien, en effet, la question du maintien de l'ordre ou de la pacification ne se posait pas. Le problème était avant toute chose d'ordre moral et culturel et **la crise traduisait le ressenti, par l'une des parties, d'une "trahison de la parole donnée", source de défiance et de crainte.**

Dès lors, et c'est là que la réflexion militaire peut tirer profit d'un tel exemple, la solution passait par le rétablissement de la confiance. Une fois le diagnostic fait, l'identification des bons interlocuteurs, la composition pluraliste de la mission de confiance, la division des tâches entre ses membres, la capacité enfin, à exercer des pressions crédibles sur les "points durs" identifiés, furent les premiers atouts d'une médiation réussie.

**L'essentiel, cependant, vint d'ailleurs**, de la mise en œuvre d'un acte symbolique de la part de la partie en position de force (ici la puissance tutélaire), qui démontra ainsi sa **reconnaissance et sa prise en compte de la souffrance de l'autre protagoniste**.

Dans le cas calédonien, ce sera la décision de se recueillir devant les tombes des 19 Mélanésien et des quatre gendarmes tués au cours de l'assaut de la grotte d'Ouvéa qui déblocquera une négociation durcie et ouvrira les portes d'une sortie de crise satisfaisante pour les deux parties, sur des bases étonnement conciliantes, puisqu'il s'avérera que les

leaders canaques ne souhaitaient pas en fait l'indépendance mais la reconnaissance d'une identité, le respect d'une différence. Dès lors l'identification des -nombreux!- points pouvant faire l'objet d'un accord, et l'acceptation par Paris d'un référendum pour sanctifier la volonté populaire et témoigner de la nouvelle relation de confiance ouvriront la voie aux Accords de Matignon toujours en vigueur et respectés à ce jour.

**La négociation est donc devenue possible à partir du moment où a pu être identifié le sens de la rupture et où un véritable dialogue a permis le partage d'un ressenti, autorisant dès lors la construction d'un référentiel commun.**

Certains facteurs ne peuvent être mis en équation ; il reste difficile de pointer le moment de la bascule émotionnelle et le facteur déclenchant qui fait que la négociation s'amorce véritablement. Intervention divine pour les uns, intensité du lien pour les autres, **ce sont en tous les cas les hommes qui restent les acteurs de leurs ruptures comme de leurs réunions.**

## L'apport précieux de l'expérience policière en matière de maintien de l'ordre et de contrôle de foule

Si l'action des forces armées en ville requiert un nouvel état d'esprit et un élargissement de la gamme de modes d'action du soldat, sans doute l'expérience ancienne et indubitable de la police en matière de maintien de l'ordre et de contrôle des foules doit-elle inspirer la réflexion du monde militaire.

L'action policière de maintien de l'ordre, encadrée juridiquement et constitutionnellement de manière satisfaisante, se trouve séquencée en trois phases. Il s'agit, dans **"l'avant"**, de **réduire au maximum le segment probable d'intervention et sa partie aléatoire en évaluant avec précision risques et menaces**. Le renseignement, basé sur un maillage national rigoureux, est évidemment décisif à ce stade, permettant l'identification des organisateurs, de leurs objectifs, de leurs moyens et préparatifs, des motifs de leur manifestation qu'une action publique peut parfois suffire à désamorcer. Dans cette phase, il faut aussi amorcer un dialogue avec les organisateurs, leur donner les limites tolérables de l'exercice, tester leur détermination et leurs craintes, sensibiliser aussi par avance les "victimes" passives potentielles. Enfin, des comptages sont effectués très en amont, (par exemple, dans le cas d'un match de foot à risque, on compte aux péages, dans les gares, à l'entrée des villes) ainsi qu'une neutralisation de certains accès pour canaliser au mieux l'expression de la violence.

Si l'échec de cette phase préventive se dessine malgré tout, on entre dans la **"phase opérationnelle active"**, marquée

par la claire conscience que **"l'autre" ne doit jamais être considéré ou traité comme un ennemi mais toujours comme un concitoyen. Le maintien de l'ordre n'est jamais la guerre**. A cet égard, il faut bien sûr réfléchir aux différences existant entre le contexte de telles missions policières et celui de forces militaires déployées hors du territoire national et faisant face à des populations étrangères. Néanmoins, la **similitude des problématiques reste grande car il faut aux forces françaises à l'extérieur comme aux policiers déployés en France contrôler une foule avec laquelle il va falloir reconstruire l'avenir**. Dans ce contexte, il convient de souligner, ainsi que l'a démontré l'opération réussie d'exfiltration et de rapatriement de la communauté française à Bangui en 2002-2003, l'avantage des implantations militaires régionales permanentes, qui permettent d'éviter un positionnement français "à chaud", toujours délicat car porteur d'un risque d'abcès de fixation de la rancœur populaire.

Dans cette seconde phase, un double dispositif est mis en action, composé de forces pour identifier et neutraliser les éléments nuisibles à l'intérieur de la foule et de forces de l'ordre pour contrôler le mouvement de foule. **Dans tous les cas, si force doit rester à la loi, le succès dépend à l'évidence d'un dosage de l'intervention et d'un usage éventuel de la force sagement proportionnée. Il ne faut jamais acculer l'autre partie au désespoir, éviter la panique et lui laisser une porte de sortie honorable mais pacifique.**

Le risque, dans ce type d'opérations, est évidemment de se laisser entraîner à la violence par des groupes infiltrés. Pour ne pas subir, mais toujours "garder la main", les enregistrements vidéo, la constatation des infractions et les interpellations grâce à des infiltrations de personnels dans la foule elle-même, ainsi qu'une gestion serrée de la fin de la crise, pour éviter la dispersion en désordre prétexte à des débordements ou exactions, sont précieux. Un tel dispositif, pour être efficace, repose d'évidence sur un réseau radio supérieur et imperméable, mais surtout sur le principe d'une communication en temps réel pour une mutualisation optimale des infos. **Du plus petit niveau jusqu'à la tête de la pyramide, le décisionnaire doit sentir le climat et son évolution pour anticiper les points de bascules et les phases à risque.**

"L'après" est tout aussi important. Le "RETEX à chaud" puis la mise en œuvre de sanctions rapides, une bonne communication auprès des médias pour montrer les enchaînements et

prévenir toute distorsion des faits qui pourrait relancer une phase de violence, enfin et surtout, la reprise du dialogue avec "ceux d'en face" sont les éléments majeurs d'une sortie de crise optimale.

**Le contrôle de foule, action en continu dans ses modes d'action, est donc un travail global, transversal, dont l'objectif reste le retour au calme par la solution la moins coûteuse humainement et matériellement.** Sans doute peut-il être servi, en amont, par de judicieuses modélisations des comportements de foule, qui peuvent aider à la décision, la planification, la définition de la frontière de la complexité et permettre une meilleure anticipation et un entraînement, la simulation permettant d'éviter certains modes d'action en renforçant l'efficacité de la phase préventive.

## Pour une performance opérationnelle optimale : l'armée de terre, à la pointe de la conduite du changement



SIRPA TERRE

L'action en zone urbaine, action au spectre élargi, est donc placée au cœur de la réflexion de l'armée de terre pour s'adapter aux défis à venir. Elle pousse nos forces terrestres à une triple exigence de transformation de leurs modes d'action, d'une augmentation de leur performance en termes de structure et de bonne intégration dans la société. L'armée de ter-

re n'a toutefois pas attendu les difficultés américaines en Irak pour engager un profond mouvement de réforme adapté aux nécessités de ce nouveau contexte opérationnel.

**En termes tactiques**, c'est une petite révolution qui est déjà à l'œuvre et vise à disposer de **forces numérisées polyvalentes**.

**lentes aux effets coordonnés**, aptes à maîtriser le défi d'un déploiement en ville, milieu opaque où la disposition de l'information pertinente en temps et en heure est vitale. La numérisation du champ de bataille pour un renseignement sûr, recoupé et toujours " chaud ", répond à cette préoccupation. Le contrôle de foule requiert des forces polyvalentes, qui réunissent les atouts d'une performance en matière d'armement et de protection et ceux de la rusticité, de la mobilité stratégique et de la légèreté. Sur ce point, le lien, *via* la DGA, avec les industriels pourvoyeurs de moyens est essentiel et se renforce. Avec le Centre d'entraînement au combat en zone urbaine de Sissonne enfin, l'effort vers le combat interarmes que rend nécessaire l'action en milieu urbain trouve un champ d'expression remarquablement adapté.

**En termes d'organisation**, les nécessités de la guerre urbaine, et notamment du contrôle de foule, qui requiert des effectifs nombreux, place l'armée de terre devant une difficulté importante. Elle fournit en effet déjà 80 % des effec-

tifs déployés par la France, toutes armées confondues : 8 000 hommes se trouvent actuellement, à Kaboul, Mitrovica et Abidjan. Ainsi se pose la question des limites humaines et opérationnelles de la projection possible des effectifs, qui doivent aussi se former et s'entraîner pour pouvoir réagir de manière appropriée sur le théâtre.

Enfin, la part croissante des guerres en ville dans les opérations futures de l'armée de terre apparaît comme une **opportunité pour le lien armée-société**. Cette évolution du contexte d'emploi de nos forces et l'exemple américain en Irak démontrent bien les limites humaines, morales et politiques de l'externalisation des fonctions et celles de la privatisation de l'action militaire.

Le soldat français, et lui seul, doit *in fine* rester sous les ordres du chef militaire, et les acteurs engagés au nom de la France doivent porter sans ambiguïté ses valeurs pour éviter que l'action française en terre étrangère ne soit salie ou délégitimée.

## Le dialogue armée de terre - industriels : intensification et intégration pour une véritable adaptation réactive

L'évolution générale des dépenses de défense à l'échelle européenne conduit à favoriser leur mutualisation par grands postes, ce qui rend plus que jamais nécessaire la concertation entre acteurs opérationnels et industriels pourvoyeurs de moyens. Du point de vue industriel en effet, le travail "en boucle courte" est un impératif pour satisfaire au mieux le client. De ce point de vue, il convient de souligner l'importance du RETEX recueilli par les industriels sur l'utilisation de leurs matériels en opération. Pour exemple, l'exploitation canadienne des drones français à Kaboul fut précieuse comme l'est la collaboration Armée de terre -industrie s'agissant des matériels d'équipement de protection de l'homme au combat et d'échange d'informations en zone urbaine (programme FELIN). Un bon RETEX permettra donc à la fois une "boucle courte" et conjoncturelle pour satisfaire les besoins immédiats des troupes, et une "boucle longue" structurelle pour optimiser la valeur des matériels mis en dotation.

Mais au-delà du seul et précieux dialogue entre l'Armée de terre et les industriels, c'est un trilogue que demandent ces derniers, avec comme partenaire à part entière les structures d'élaboration doctrinale de l'Armée de terre, en l'occurrence le CDEF. **Cette invocation d'un nécessaire "droit d'intrusion"**

**des industriels dans les aspects doctrinaux traduit le besoin ressenti d'être associés en amont du développement des programmes**, bien avant les notifications de spécification des programmes, pour raccourcir le temps de développement de ces derniers et pouvoir s'adapter aux besoins opérationnels dont le spectre est large (par exemple entre un déploiement de type *ISAF* et une opération type Faloudja, entre le concept français de juste force et l'*overwhelming power* à l'américaine).

**La déprime budgétaire européenne oblige à augmenter l'exigence d'interopérabilité des programmes** qui doit se développer du tactique à l'opératif. Il faut en parler en interarmées français et en multinational, et peut-être considérer sans trop d'*a priori* l'idée d'une forme de "division européenne du travail" en matière d'armement, qui contribuerait à donner corps à l'idée d'une Europe de la défense crédible.

*1 Synthèse rédigée par le Lieutenant-colonel (R) Caroline Galactéros.*

**Intervention de Monsieur Eric MEILLAN**  
**Directeur de l'inspection générale des services de la préfecture de police\***

# La résolution de crises d'ordre public en zone urbaine

Une crise d'ordre public n'est pas un simple maintien de l'ordre, ni une simple opération de rétablissement de l'ordre ; cette crise se caractérise par :

- l'interruption momentanée, voire la rupture, de la continuité de la société,
- une certaine durée,
- une tension forte,
- l'éventualité de dommages humains et/ou matériels,
- la médiatisation.

*\* Inspecteur général des services actifs de la police nationale depuis le 04/01/2006*

## L'existence d'un cadre juridique

Quelles que soient la situation et son intensité, le législateur a prévu des cadres juridiques précis entourés des garanties constitutionnelles.

**La situation normale :** tous les textes de libertés publiques, du droit administratif et du droit pénal, ainsi que les règles de procédures s'appliquent.

L'autorité civile assure la responsabilité de l'ordre public, avec le rôle central du représentant civil de l'Etat et du gouvernement, le préfet, voire le préfet de zone.

**L'état d'urgence :** régi par les lois de 1955 et l'ordonnance de 1960, il est décrété en cas de péril imminent suite à des atteintes graves à l'ordre public ou en cas d'événement de calamité publique. Il prévoit l'accroissement des pouvoirs de police qui restent aux mains de l'autorité civile.

**L'état de crise :** organisé par l'article 16 de la Constitution, il intervient en cas de menace grave et immédiate sur nos institutions, sur l'indépendance nationale, ou sur l'exécution de nos engagements internationaux, quand le fonctionnement régulier des pouvoirs est interrompu.





Le Président de la République prend alors les mesures exigées par les circonstances, par exemple en matière de mise en place de tribunaux d'exception, d'internements, de révo-cations, de délais de garde à vue, etc.

**L'état de siège** : c'est la situation de "guerre" dont les mesures sont décrites dans l'article 36 de la Constitution. Avec l'extension des pouvoirs de police, il y a transfert de ceux-là, partiel ou total, de l'autorité civile à l'autorité militaire.

AVANT LA CRISE

LA CRISE

APRES LA CRISE

La résolution de la crise d'ordre public en zone urbaine sur le territoire national peut être figurée par une droite illimitée, au milieu de laquelle un segment, le plus court possible, concerne l'action directe.

## Avant la crise

### L'évaluation des risques et menaces

Cette évaluation relève du domaine du renseignement intérieur.

Il s'agit de prévoir le plus tôt possible l'éventualité de ladite crise : au ministère de l'intérieur, c'est là le rôle plein de la direction centrale des renseignements généraux, ainsi que de la direction de la surveillance du territoire, en particulier sous l'angle d'éventuelles ingérences étrangères.

Au fur et à mesure que la crise devient de plus en plus probable, il faut la caractériser :

Qui l'organise, qui la dirige ? Quels sont ses fondements ? Certains malentendus peuvent être dissipés, des revendications peuvent être partiellement satisfaites... Quel est son écho dans l'opinion ? etc.

**Le renseignement intérieur est là pour permettre à l'autorité concernée** (fonction publique, acteurs économiques, financiers, etc.) **d'essayer de devancer l'apparition de cette crise.**

Si cela ne suffit pas, le renseignement va devoir mesurer :

- quels sont les mots d'ordre ?
- quels types d'actions sont envisagés ?
- combien d'acteurs sont susceptibles d'être concernés ?

Là joue l'importance du maillage territorial de la direction centrale des renseignements généraux, qui sur chaque portion de la France va essayer de répondre à ces questions, avant de collationner au niveau central ces données.

Des méthodes traditionnelles, par exemple la comptabilisation des cars loués ou des places retenues à la SNCF pour une date et un itinéraire précis, affineront ces mesures.

Interviendront alors les services de sécurité publique qui prendront langue avec les organisateurs pour les mettre en garde sur certaines limites géographiques ou de types d'actions à ne pas dépasser et pour leur notifier des décisions administratives : refus de certains itinéraires, interdiction de manifestation, etc.

C'est là que seront testées les volontés des meneurs, leurs inquiétudes, ce qui permettra de commencer la planification des moyens.

### Les premières mesures

L'autorité responsable de la résolution de la crise va intervenir activement avant que celle-là ne survienne.

D'abord, il convient de sensibiliser les acteurs passifs : riverains, usagers, services de transport, etc. par tous moyens de communication : communiqués de presse, papillons sur les voitures ou distribués aux commerçants, contacts avec les associations...

Ensuite, il faut continuer le comptage des acteurs actifs aux entrées de ville, aux péages d'autoroutes, dans les gares, etc. Eventuellement, quand le risque grandit, il peut être utile d'interdire certains accès ou zones à risques : bouches de métro, parkings. Il faut, en appliquant des instructions judiciaires bien rodées, effectuer des fouilles préventives aux points de comptage pour rechercher les armes éventuelles, et déjà interpellé tous ceux qui sont en infraction.

Bref, **il faut tout faire pour diminuer le choc du segment qui représente la phase active de la crise.**

## Pendant la crise

Un ensemble de principes doit être systématiquement dans l'esprit du responsable pour orienter son action dans la phase active.

La résolution d'une crise d'ordre public sur le territoire national oppose généralement aux forces de l'ordre une population de concitoyens avec lesquels il faudra recommencer à vivre normalement à l'issue : ce ne sont donc ni des adversaires permanents, ni des ennemis.

Le maintien de l'ordre n'est pas la guerre, donc plutôt que l'affrontement, qui, dans tous les cas, devra être proportionné, **il faut privilégier tant que cela est possible, les démonstrations de force et la dissuasion.**

Force devra toujours rester à la loi : donc, l'intervention doit être réussie, et il faut éviter les engagements incertains. **Tout échec ouvrirait une mise en cause des institutions.**

L'action des acteurs de tous ordres, en charge de cette crise, va consister à réduire le segment central le plus possible, voire le faire disparaître quand la crise peut être évitée. Le présent exposé va reprendre les trois phases de cette droite.

L'action des forces de l'ordre ne doit pas générer un trouble supérieur à celui auquel elles s'opposent : il faut, comme en matière d'accident sur la voie publique, éviter le "sur-accident". Ainsi, la tactique s'appliquera à ne jamais pousser les manifestants à des gestes de désespoir en les acculant dans une situation sans issue qui provoquerait une onde de panique.



SIRPA TERRE

Les acteurs de l'Etat doivent rester maître de leur tactique, en subissant le moins possible, en ne se laissant pas entraîner par exemple par des actions excessives de groupes infiltrés.

En permanence, **trois types d'actions** doivent être menées :

- faciliter les opérations de secours,
- filmer le plus possible les opérations et les manifestants par des équipes spécialement dévolues,
- constater judiciairement toutes les infractions et procéder aux interpellations des auteurs par des groupes de fonctionnaires de police judiciaire.

Tout au long des opérations, la **maîtrise des liaisons radio** est

indispensable par un réseau radio commun qui permet la mutualisation systématique et permanente des comptes-rendus du terrain et des instructions de la salle de commandement. Ce réseau se doit, à l'évidence, d'être imperméable à tous ceux qui ne sont pas des forces de l'ordre.

Dans certains cas, il faudra envisager la neutralisation des liaisons téléphoniques ou GSM pour priver les manifestants d'une même coordination.

Enfin, il ne faudra pas baisser la garde trop tôt car les incidents graves peuvent survenir à la dispersion qui réclame une attention soutenue.

## Après la crise

Très vite, il sera nécessaire de bien communiquer pour renouer autant que possible le dialogue avec tous les acteurs : des communiqués de presse suffisamment détaillés sont préférables à laisser devant les caméras les seuls acteurs malintentionnés ou des quidams qui n'ont rien vu.

En particulier, il est important de bien montrer les enchaînements quand il y a eu escalade.

Toutes les responsabilités, en particuliers pénales, doivent être établies, donc la crise ne s'arrête pas à son dénouement, elle inclut aussi toutes les enquêtes a posteriori.

**L'utilité d'un retour d'expérience n'est pas à démontrer**, qui permettra d'avoir, pour des cas ultérieurs, une bonne connaissance du terrain, des modi operandi des meneurs, etc.

### En conclusion

*N'oublions jamais que le droit de manifestation dans la rue, sans débordement, est constitutionnel, et que l'emploi de la force, avec ses graduations, puise sa légitimité dans la déclaration des droits de l'homme et du citoyen. La crise sera résolue par le retour au calme. La destruction n'est jamais une finalité, et ne peut être qu'un moyen extrême. L'art du maintien de l'ordre, c'est de choisir la solution la moins mauvaise en coût humain et matériel. Cette résolution constitue un travail global et transversal, entre les différentes composantes des forces de l'ordre (unités de maintien de l'ordre, renseignement, police judiciaire), avec une continuité dans les méthodes d'action. Les résultats n'en seront jamais quantifiables, car la réussite signifiera qu'on ne saura jamais ce qu'on aura évité. Les options retenues restent de toute manière toujours plus ou moins critiquées.*

## Contributions des industriels

# Le besoin d'être associés en amont du développement des programmes<sup>1</sup>

## SAGEM Défense Sécurité



MONSIEUR JEAN-FRANÇOIS COUTRIS

### Comprendre, frapper et parer : trois actes élémentaires difficiles en zone urbaine

Les conflits contemporains ont porté la guerre là où les militaires souhaitaient le moins la livrer : en ville. Nos pays démocratiques redoutent en outre d'y infliger aux populations civiles des souffrances inacceptables. D'autant que leurs adversaires s'efforcent d'y conduire un combat asymétrique, prenant en défaut les procédés comme les moyens de combat hérités de la guerre froide.

Car le **combat urbain** pose **deux types de problèmes faciles à cerner mais difficiles à résoudre** : l'un tient aux tactiques des forces, l'autre aux technologies qu'elles mettent en œuvre.

Les RETEX des opérations passées ou en cours ont fait rapidement progresser les tactiques, montrant la capacité d'adaptation du monde militaire. Plus lente est l'évolution des systèmes qui les équipent. Pourtant les bases technologiques existent, encore doivent-elles être spécifiées en produits opérationnels par les ingénieurs, clairement approuvés par les militaires.

#### Comprendre l'environnement et percevoir les menaces

Le combat urbain se caractérise, au-dessus mais aussi au-dessous du sol, par un "fouillis de terrain" qui rend difficile la compréhension globale de la situation, la transmission des informations et la perception des menaces. D'autant que le mode asymétrique sur lequel se placent les adversaires de nos forces n'offre que des **cibles insaisissables aux capteurs traditionnels**, notamment aux radars.

Or **les technologies existent**, qui permettent la perception du plus petit et du principal des acteurs du champ de bataille asymétrique, le combattant individuel ; ce sont les technologies issues de l'imagerie thermique, renforcée de l'analyse d'image par traitement informatique. Elles permettent la veille, l'alerte, l'observation et l'identification avec des performances de sensibilité et d'endurance que les technologies jusqu'ici dominantes ne peuvent atteindre. Ces technologies produisent désormais des images et des données numériques, capables d'être routées, gérées et traitées



SAGEM

par les systèmes de commandement du champ de bataille, pourvu qu'on sache les acheminer. Or les formes d'ondes issues de l'explosion des communications civiles mobiles offrent dès à présent la capacité de transmettre à haut débit, données, parole et images à travers le fouillis du terrain urbain. Spécialiste reconnu de l'optronique thermique et des formes d'ondes agiles, Sagem Défense Sécurité propose désormais au combattant les **moyens de comprendre l'environnement du combat urbain**, d'y percevoir les menaces et de partager en temps réel cette information opérationnelle. L'infanterie équipée Félin disposera d'une capacité inégalée de perception et d'échange d'informations du champ de bataille, à l'air libre comme au sein des bâtiments.

## Agir et frapper avec précision

La perception permet l'action, et en combat urbain l'action doit être "intelligente" c'est-à-dire précise et discriminante. Elle est en effet la condition d'une efficacité très contrainte par le **souci de préserver l'environnement urbain et surtout d'épargner la population civile**.

La précision se fonde d'abord sur la parfaite maîtrise du positionnement des plates-formes, positionnement GPS, inertiel ou hybridé. Aéronefs, véhicules ou fantassins, à l'air libre comme sous abri, savent désormais où ils se trouvent, en trois dimensions, à quelques mètres près, rue par rue, étage par étage, égout par égout. Les armes qu'ils portent bénéficient de la même précision et ainsi de la capacité à frapper en maîtrisant les effets collatéraux.

La précision se fonde ensuite sur l'aptitude à guider les munitions sur leurs objectifs, et en ville cette capacité est rendue essentielle par la nécessité d'épargner les populations et les infrastructures vitales. Elle repose sur deux éléments : d'une part la robustesse du lien établi entre la munition et sa cible, d'autre part la justesse du guidage. C'est le monde des viseurs de grande stabilité, des autodirecteurs de haute discriminance et des actuateurs de grande vivacité. Performances particuliè-

rement mises à l'épreuve en ville du fait **des trajectoires courtes et des environnements perturbés**.

Sagem Défense Sécurité dispose d'une incontestable capacité à fournir des viseurs de hautes performances, des autodirecteurs d'une grande robustesse aux perturbations et des commandes de trajectoires parfaitement adaptées aux portées courtes en environnement contraint. Le kit AASM permet ainsi par exemple de transformer une bombe lisse, conçue pour le traitement par saturation des objectifs, en cet outil chirurgical dont a besoin le chef engagé en ville.

## Préserver ses hommes et son information

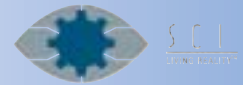
Sur le champ de bataille urbain la promiscuité ami - ennemi expose particulièrement le combattant individuel, ainsi que son bien le plus précieux sur le champ de bataille moderne : l'information. Les capacités décrites plus haut, de compréhension de la situation, de perception des menaces, de précision dans le positionnement et dans la frappe, sont à coup sûr les premiers **atouts de la sécurité du combattant**. En zone urbaine, l'outil de synthèse de cette sûreté est le drone tactique, capable d'opérer à partir des faubourgs les moins bien équipés, de surveiller comme d'observer, de frapper et de guider les autres armes. Mais la survie comme l'efficacité du combattant dépendent désormais aussi de l'information dont il dispose. Or cette information est menacée par l'imbrication au sein du champ de bataille urbain, notamment à l'occasion des échanges hertziens. Il est donc indispensable de la protéger.

Sagem Défense Sécurité fournit l'ensemble des moyens de cette sûreté. Elle est d'ores et déjà en mesure de conférer aux engins blindés la sensation de l'environnement urbain qui leur manquait encore, permettant au combattant d'opérer le plus longtemps possible à l'abri du blindage. Son **drone tactique** principal Sperwer a assuré pendant près d'un an la sécurité des forces, des convois et des infrastructures canadiennes à Kaboul. Spécialiste de la surveillance et du contrôle des accès, elle permet de maintenir les installations sensibles à l'abri des menaces asymétriques les plus diluées dans la population. Leader européen de la protection de l'information, elle met les plus hauts débits à l'abri des intrusions, quelle que soit la promiscuité avec les cyber-agresseurs.

Fort de ces atouts technologiques, l'industrie doit coller au plus prêt des besoins de nos forces engagées sur le terrain. L'heure n'est plus aux projets pharaoniques face à un adversaire hypothétique. Le RETEX de l'opérationnel doit constituer la spécification quotidienne d'un besoin à satisfaire de manière incrémentale, au fur et à mesure de son apparition, notamment par transfert pragmatique aux équipements militaires des technologies développées pour le marché civil.

<sup>1</sup> Voir les actes du colloque, partie "Le dialogue armée de terre - industriels : intensification et intégration pour une véritable adaptation réactive".

## MASA Group - SCI



MONSIEUR EMMANUEL CHIVA

# La simulation au cœur de la préparation aux opérations en zone urbaine

La problématique de l'entraînement des forces, de la définition de leurs modes d'action, et le soutien opérationnel aux cellules de décision prend une dimension critique dès lors qu'elle s'inscrit dans le cadre d'opérations dans un contexte urbain. Dans ce domaine, la simulation, et en particulier la simulation des comportements humains et du mécanisme de prise de décision revêtent une importance considérable.

Parler de simulation, c'est souvent, dans l'inconscient collectif, se référer à des systèmes très graphiques, permettant de s'entraîner au maniement des systèmes d'armes ou de reproduire un environnement visuellement complexe. Toutefois, la simulation est un outil plus puissant, qui révèle rapidement son potentiel dès lors qu'il est utilisé en connexion avec des systèmes d'information opérationnels. Ainsi, elle permet de concevoir les futurs outils d'entraînement des forces, de définir les modes d'actions adaptés aux opérations en zone urbaine, ou de fournir des moyens de soutien à la décision sur le terrain.

Dans ce domaine, simuler des conflits urbains se révèle un problème particulièrement ardu. En effet, il s'agit en premier lieu de **reproduire un environnement complexe**, où la troisième dimension prend une importance considérable tant du point de vue de la cellule décisionnelle que dans la mise au point des tactiques des groupes d'intervention. La zone urbaine est un terrain aussi complexe en réalité qu'il est difficile à simuler. Dans cet environnement, la menace n'est plus aussi facilement modélisable, puisque de moins en moins uniquement conventionnelle.

Enfin, les populations civiles deviennent des acteurs majeurs des conflits. Elles forment le principal contingent de victimes, constituent la protection ou la logistique de l'adversaire. Leur contrôle devient donc un enjeu majeur des opérations.

La conduite d'opérations militaires en milieu urbain doit donc prendre en compte ces différents éléments, ce qui constitue un problème technologique complexe. L'étude de risque, la mise au point de plans d'urgence, plus rarement les exercices en vraie grandeur, sont les outils couramment utilisés pour l'entraînement à de telles opérations. Cependant, ces outils

montrent leurs limites devant des situations nécessitant une coordination de plus en plus étroite des organisations impliquées. Dans ce cas, la **modélisation comportementale des groupes humains** apporte une aide précieuse pour l'entraînement ou la planification, grâce à l'évaluation interactive des conséquences d'une prise de décision par l'exploration de nombreux scénarios alternatifs.

La société MASA SCI ([www.masa-sci.com](http://www.masa-sci.com)) est devenue, depuis sa création à partir du groupe de bioinformatique de l'Ecole normale supérieure, un centre d'excellence et de référence dans le domaine de la modélisation du comportement. En particulier, sa technologie DirectIA® permet de concevoir des simulations dans lesquelles les composantes décisionnelles sont parfaitement restituées, qu'il s'agisse de reproduire les chaînes hiérarchiques de commandement, ou de reproduire sur un théâtre d'opération des forces confrontées à une menace asymétrique ou dissymétrique.

La technologie DirectIA® est en particulier utilisée au sein du système SCIPPIO (réalisé en collaboration avec Thalès Systèmes Terre et Interarmées), où elle permet non seulement de reproduire avec un haut degré d'automatisme et de fidélité les chaînes de commandement mises en œuvre dans le cadre de grandes opérations (niveau brigade ou division), mais également de restituer les **mécanismes de décision des échelons les plus élémentaires**<sup>2</sup>. SCIPPIO sera ainsi la seule simulation de ce niveau qui permettra de jouer des situations de conflits modernes, avec une prise en compte complète et effective de la population.

Cette technologie est en réalité, et bien que cela puisse paraître surprenant, issue de la biologie. En effet, au-delà de leurs capacités de bas niveau (déplacement, évitement de collision, recherche d'itinéraires), les êtres vivants font preuve de capacités remarquables d'adaptation. Ce sont ces capacités que nous reproduisons à l'aide de la technologie DirectIA®.

A cet égard, la reproduction du comportement des foules est un exemple particulièrement démonstratif : vue du ciel, une foule peut être considérée comme un simple fluide, dont la



CDEF/DSRO

## SCIPIO

progression obéit à des règles macroscopiques. La simulation de l'évacuation d'un stade ou un aéroport, comprenant des dizaines de milliers d'individus, ne requiert ainsi pas de technologie très sophistiquée : l'utilisation de modèles mathématiques issues de la physique des particules ou de la dynamique des fluides se révèle souvent suffisante.

Néanmoins, dès lors qu'il s'agit de reproduire le comportement d'une foule confrontée à une menace, ou modifiant son comportement à la vue des forces, de telles techniques trouvent très rapidement leurs limites. En particulier, elles se révèlent incapables de reproduire la complexité du comportement et des motivations individuelles, pourtant à l'origine de certains revirements comportementaux tels que l'on peut les observer au cours des opérations de maintien de l'ordre.

La technologie DirectIA(r) permet en réalité de reproduire la complexité de la dynamique du comportement individuel. Un individu prend en effet ses décisions non en fonction de sa seule doctrine, mais également en considérant sa perception de l'environnement, la communication avec ses congénères (ou ses subordonnés), sa mémoire, les objectifs de la mission qui lui est confiée le cas échéant, et ses motivations individuelles. La simulation de la dynamique globale de la foule (problématique essentielle dès lors qu'il s'agit de s'entraîner dans le cadre d'opérations de maintien de la paix) résulte ainsi de l'interaction des individus ainsi simulés, mis ensemble, et confrontés à un environnement complexe et changeant. En biologie, on parle ainsi de comportement émergent.

La puissance de cette approche est qu'il est ainsi possible de **reproduire, par une simulation informatique, des comportements qui n'ont pas été programmés ou définis de manière explicite**. La plate-forme COHUE™ de MASA-SCI, permet de simuler le comportement de groupes humains confrontés à une menace dans un environnement de type gare ou bâtiment. Cette technologie sera en particulier utilisée au sein du système CRIMSON, projet européen réalisé en collaboration avec les sociétés C-S et Immersion Technologies. Il s'agit d'un système générique visant à développer et valider un outil de préparation, coordination et gestion des acteurs impliqués dans le contexte de crise en milieu urbain en utilisant des technologies de réalité virtuelle innovantes.

Ce recours à la simulation est néanmoins indissociable d'une analyse et d'un retour d'expérience des acteurs réellement impliqués dans de telles opérations. Le suivi sans faille de l'action et l'enregistrement des faits toujours situés dans leurs contextes évènementiels et humains permettent des retours sur les situations voire même d'utiliser la simulation dans l'objectif de "rejouer" certaines phases particulières. **La simulation, d'outil d'entraînement, devient ainsi une composante essentielle de la préparation des opérations en zone urbaine.**

2 voir <http://www.masa-sci.com/scipio.htm>

# THALÈS

# THALES

MONSIEUR DIDIER BRUGERE

## Information, communication, identification, localisation : un problème majeur des engagements en zone urbaine

Les apports technologiques pour le combat en zone urbaine font l'objet de nombreuses réflexions et études dans l'industrie. Elle s'appuie pour cela notamment sur le "PP30", document prospectif de référence au sein du ministère de la Défense, chargé d'identifier les besoins opérationnels et donc les pistes technologiques devant être privilégiées. De façon à encore mieux orienter les travaux que nous menons, il me semble que les prochaines versions de ce document devraient développer de manière plus conséquente ce type d'engagement.

Cette proposition d'ordre général étant faite, nous pensons, et nous sommes confortés en cela par les retours d'expérience, que l'**une des grandes difficultés** concerne **les capacités réduites des systèmes d'information et de communication en milieu urbain**. On peut identifier plus précisément trois domaines :

- l'exploitation du renseignement et la gestion de l'information caractérisées par une grande complexité ;
- les systèmes de communication dont les possibilités actuelles sont limitées en milieu urbain ;
- les moyens de localisation et d'identification qui sont cruciaux et dont les performances peuvent être altérées.

Les sociétés dont l'électronique est le cœur du métier possèdent toutes les **compétences pour développer des technologies pertinentes**, voire, dans des délais relativement courts, réaliser des équipements plus performants car mieux adaptés aux contraintes de cet environnement. De plus, l'un des axes de réflexion qu'il me semble important à approfondir concerne le développement de **syner-**

**gies dans la résolution des problèmes liés à l'engagement en zone urbaine** et aux aspects de sécurité urbaine sur le territoire national.

Mais, au-delà des équipements que nous avons presque sur "étagère" et des synergies à promouvoir, et ce sera mon message qui rejoint d'ailleurs la proposition que j'ai formulée en introduction, nous avons besoin de l'aide des états-majors dont la responsabilité est d'identifier les besoins en terme capacitaire. Nous ne pourrions en effet travailler de manière pertinente et rapidement que si les opérationnels nous expriment avec clarté et si possible précision leurs besoins. Ceci est d'autant plus important que des pistes technologiques existent, d'autres s'ouvrent, encore faut-il nous orienter dans nos propres réflexions.



THALES

**MONSIEUR PATRICE HUMMEL**

## Faire campagne en ville

Certains de nos concurrents entretiennent l'image d'une société EADS "plate-forme centrique", plus appliquée à faire voler des objets coûteux qu'à adopter une démarche capacitaire et systémique. Cet exposé vise à convaincre que la réalité de EADS est plus complexe.

Je voudrai développer mon argumentation sur trois plans: **le soutien de l'industrie à l'approche doctrinale, les compétences que EADS peut dès aujourd'hui mettre au service des opérations en zone urbaine, et des pistes de réflexion pour l'avenir.**

Mais ce que je souhaiterais que vous reteniez de ma présentation est ma conviction que nous devons **mettre en place un nouveau mode de relations entre le monde industriel et le monde de la défense et de la sécurité.**

### Premier point : l'approche doctrinale

Il est clair aujourd'hui que le temps est révolu où l'industrie pouvait attendre de recevoir par la poste une spécification technique de besoin pour un développement national entièrement financé par la défense et prévu pour une durée d'une dizaine d'années, voire plus si coopération.

**Les forces françaises et européennes font la guerre au quotidien, et n'ont plus la possibilité d'attendre 10 ans pour des capacités qui sont nécessaires sur le terrain demain matin.** Par ailleurs les modes d'opération militaire sont en train de changer profondément, et c'est particulièrement vrai du combat en zone urbaine où les maîtres mots sont menace diffuse et asymétrique, emploi de la juste force et opérations interarmées en coalition. Voyons cela de plus près.

De Stalingrad à Grozny, mais aussi du Kosovo à l'Afghanistan, on peut voir la largeur de spectre des compétences requises, qui va du combat classique, jusqu'à la prévention de la criminalité et à la lutte antidrogue en passant par l'assistance humanitaire et la reconstruction des états défaits.

Ma première conclusion est donc la **nécessité d'un dialogue direct avec les militaires sur les analyses de mission et les**





**doctrines de combat bien en amont de la définition technique des produits à fournir par l'industrie**, que ce soit pour déployer des capacités nouvelles, comme par exemple des armes non létales anti-matériel, ou pour adapter les matériels existants aux nouveaux scénarios puisqu'il est clair que vous voudrez utiliser vos chars Leclerc et vos hélicoptères Tigre même s'ils n'ont pas été conçus pour les scénarios dans lesquels vous devez les employer.

Ce dialogue est d'autant plus nécessaire qu'on voit bien les différences culturelles et doctrinales qui existent entre nations : zéro mort ou pas zéro mort, juste force ou *"overwhelming power"*, etc.

Le choix des solutions technologiques adaptées dans les différents domaines capacitaires dépend donc bien plus qu'avant des concepts d'emploi et d'organisation des chaînes de commandement, ainsi que de la préparation de mission préalable à l'engagement.

EADS s'est organisé et a investi pour pouvoir participer à ce dialogue, en particulier au niveau de ce que le commandement *Transformation* de l'OTAN appelle **CD&E : développement de concepts et expérimentation**. Nous avons recruté des concepteurs, des analystes de mission, des spécialistes de recherche opérationnelle, des organisateurs d'expérimentation à caractère opérationnel, et nous les avons installés dans divers cadres : soutien industriel à l'ACT (*Allied Command Transformation* de l'OTAN) à Norfolk (avec SAIC), participation à Niteworks en GB (avec BAES, Thales et autres), participation à NITB (*National Integrated Testbed de la Bundeswehr*) en Allemagne (avec IABG et Thales). Ce ne sont que quelques exemples, mais qui posent d'emblée la question du cadre juridique et contractuel qui permettra ou non à l'industrie de vous soutenir en tant que de besoin dans les analyses du CDEF ou dans celle du CICDE au niveau inter-armées.

Outre la cellule de concepts et de relations client que j'anime au sein de la Division Défense et Sécurité d'EADS, l'outil industriel EADS s'appelle SDC/Netcos. C'est **un bureau d'étude doté de moyens de simulation en environnement virtuel, interconnectables entre France, Royaume Uni et Allemagne**, offrant des possibilités de jouer des scénarios multinationaux avec éléments réels dans la boucle comme par exemple les postes SIR dans la BOA.

Cet outil de **CD&E** vous est proposé, en complément des laboratoires technico-opérationnels que la DGA met en place, pour affiner vos approches capacitaires.

## Deuxième point : la boîte à outil de EADS aujourd'hui pour les opérations en milieu urbain

Oublions pour le moment le catalogue des produits EADS que vous connaissez pour la plupart. Je voudrais juste donner

quelques coups de projecteur sur certains domaines clefs. Parmi la dizaine de capacités déterminantes pour les opérations urbaines, j'ai retenu les quatre qui me paraissent les plus proches de ce que EADS peut offrir tout de suite : les **fonctions de renseignement**, la **tenue de situation terrestre partagée**, dite **CROP**, les **moyens d'engagement**, la **protection**.

**Le renseignement** : l'une des clefs des opérations en zone urbaine est l'intervisibilité des acteurs.

Dès que vous montez en altitude, les distances d'intervisibilité augmentent de façon exceptionnelle. EADS propose donc un certain nombre d'options de drones à voilure tournante ou fixe pour des fonctions de renseignement ou de relais de télécommunications dans la durée, permettant de couvrir les zones inaccessibles ou non couvertes par d'autres moyens. Scorpio, ORKA, DRAC en sont des exemples. Notre division électronique a développé un mini-SAR de moins de 4 kg qui a été évalué par les forces terrestres américaines.

**La CROP terrestre** : la tenue de situation partagée et la distribution d'information en push/pull aux acteurs du théâtre est encore plus nécessaire en zone urbaine où les différents éléments d'une même unité doivent se positionner sans se voir par rapport aux amis et aux ennemis et accéder aux informations pertinentes, à la demande, sur leurs adversaires. Les systèmes actuellement en opération sont ceux du SIR, en mise en dotation progressive dans l'armée française, et de notre *"Blue Force Tracker"* en mise en dotation dans les troupes OTAN au Kosovo. Ce ne sont encore que des **CROP** très élémentaires. Ils évolueront grâce aux études de fusion de données multi-senseurs que nous avons réalisées en Allemagne et que nous mettons au point dans Furet.

Ce système **CROP** sera expérimenté très prochainement en Allemagne à travers l'interconnexion de FAUST (le "SIR" allemand), et du fantassin du futur allemand IDZ dont nous avons la responsabilité.

Notre système de communication de sécurité Tétrapol est déjà utilisé dans des opérations défense par l'OTAN, la France, les Britanniques, les Allemands... Il est adapté à l'environnement urbain et est utilisé dans le *"Blue Force Tracker"* du Kosovo. Il pourra bien évidemment être utilisé de manière plus systématique dans la gestion opérationnelle de la **CROP**.

**Les moyens d'engagement** : outre le Tigre dont l'armement air sol pourrait être rapidement adapté pour faire de l'appui feu rapproché en boucle courte avec les forces au sol, MBDA propose les missiles ERYX et MILAN-ER qui permettent d'engager des cibles dures... MBDA travaille déjà, en liaison avec la DGA, sur le futur missile de combat terrestre (MCT).

**La protection** : MBDA propose des moyens de contreminage sur véhicule à roues et vous connaissez déjà certainement les moyens développés par CILAS pour la détection active des snipers.



Lors des engagements, la protection des véhicules sera un facteur clef de succès. Notre division électronique équipe les véhicules allemands Puma du système d'autoprotection MUSS.

## Dernier point : des pistes de réflexion pour l'avenir

EADS mène un certain nombre d'études et de développements dont certains trouveront naturellement leur place dans la panoplie des capacités nécessaires en milieu urbain face aux menaces asymétriques.

On peut citer en premier lieu les **moyens de détection des explosifs improvisés** pour lesquels SODERN a développé sur contrat DGA un démonstrateur. Ce système, fixe ou mobile, peut servir à sécuriser des points de passage ou des sites sensibles.

D'autres technologies de détection, notamment un "nez" électronique ont été expérimentées dans les laboratoires de EADS.

Les études de laboratoire sur les microdrones se poursuivent, mais se heurtent encore à deux incertitudes : le flou des concepts d'emploi et le doute sur la viabilité économique des développements correspondants (aucun composant n'est disponible "sur étagère").

D'autres études abordent les **armes à létalité réduite**, les **capteurs abandonnés**, les armes à tir indirect, l'utilisation de **robots terrestres** en opération en zone urbaine.

Enfin, nos études de concepts futurs portent explicitement sur des scénarios d'opération en zone urbaine, avec, entre autres, les sujets suivants :

- Opération combinées aéroterrestres et navales en zone littorale urbanisée sous menace asymétrique venant de terre ou de la mer,
- Nouveaux modes d'appui feu rapproché..., connexion de l'IDZ allemand (l'équivalent EADS du Félin de Sagem) aux Tornado pour des mission air-sol,
- Traitement des cibles fugitives ou à démasquage tardif, au moyen de drones armés.

EADS souhaite **pouvoir associer directement les centres de réflexion sur la doctrine et les concepts et les bureaux d'études militaires** à ses études internes, afin d'affiner notre stratégie "produits" à travers l'analyse des missions et des concepts d'emploi opérationnel, une meilleure compréhension de l'évolution des chaînes de commandement et des processus de conduite des opérations, et pouvoir vous apporter les solutions d'interopérabilité entre systèmes existants et futurs aux différents horizons temporels qui vous intéressent : immédiatement, à l'issue de développements à cycle court (moins de trois ans) ou dans le cadre plus traditionnel d'un programme d'armement classique.

Témoignage du Colonel Luc de REVEL

## Abidjan, novembre 2004 : des hommes face à des hommes

Le 4 novembre 2004, les Forces armées nationales de Côte d'Ivoire lançaient une offensive contre les Forces nouvelles afin d'emporter une décision que le processus politique ne parvenait pas à imposer. Profondément conditionnés par des médias partisans, les Ivoiriens favorables au pouvoir légal, croyaient en une victoire assurée et en l'invincibilité d'une aviation présentée comme l'arme absolue de la reconquête du pays et de la fierté nationale.

Le 6 novembre en début d'après-midi, à la suite du bombardement à Bouaké, les forces françaises mettaient un terme à l'aventure en détruisant les avions responsables de cette attaque meurtrière. A Abidjan, en réaction, pillages et destructions contre tout ce qui était la France entraînèrent le pays dans un paroxysme de violence jamais atteint dans cette crise. Les opérations conduites alors par les unités de la force Licorne, et en particulier par le 43<sup>e</sup> BIMA engagé au cœur de la mêlée, marquèrent sans doute un tournant dans l'action de soldats français face à l'hostilité d'une foule nombreuse et déterminée. Il est possible d'en **retenir quelques enseignements marquants.**

### La force et la violence

La force ne peut être employée sans tenir compte de ses conséquences sur la violence générée par la situation et qu'il est essentiel de contenir au plus bas niveau possible. C'est un impératif humain, militaire et politique. Sur l'aéroport, en ville, sur la périphérie du camp, il a fallu **montrer et employer la force**, dans toute son étendue, la mission l'exigeait. Mais il fallait **aussi la dominer** afin de savoir maintenir une violence croissante au plus bas niveau possible, car, si face à un ennemi, toute mort est un pas vers la victoire, face à la population, toute mort est un risque d'aggravation de la crise, tout autant qu'un drame. Or, instillant son poison dès qu'elle apparaît, la violence envahit l'homme qui s'y habitue, repousse ses barrières, y prend goût parfois. Aussi, décider de blesser, détruire, éventuellement tuer, est de la responsabilité des chefs qui doivent protéger leurs hommes d'une

violence qu'ils leur commandent de déchaîner. C'est, pour eux, **préserver les chances de réussite de la mission.**

En outre, l'emploi de la force et la violence qu'elle génère dépassent la simple efficacité militaire : elle est politique. Quand un soldat tire, c'est la France qui le fait. **Agir en conformité avec les lois et la culture française** fondées sur le respect de la personne humaine est ainsi une exigence quand tout manquement individuel ou collectif à cette règle peut mettre notre pays en accusation. Le 6 novembre, face au chaos grandissant, chaque chef devait se poser la seule question du moment : "Avec cette force dont je dispose, quel degré de violence dois-je accepter et ordonner pour remplir ma mission" ? Du PC du bataillon, du PC tactique, des PC de sous-groupements, il y fut répondu d'une façon qui, après coup, semble appropriée.

## Stress et sérénité

Dès le premier instant, le stress s'invite sans y être convié et le chef, à l'instar de tous les combattants, n'y fait pas exception. Discret ou encombrant, il accompagne la décision : menaces sur le camp, situation critique des unités, munitions qui s'épuisent, préparation de l'arrivée des renforts, accueil des ressortissants, etc. Il apparaît dans la pression de l'échelon supérieur augmentant à l'aune d'une aggravation continue de la situation. Il murmure ou menace de tout emporter

au gré des comptes rendus, quand l'idée d'échec s'insinue et bat en brèche une confiance encore présente dans le succès final. Il se fait envahissant face à la situation dramatique de civils apeurés, attaqués, menacés pour lesquels chacun se sent impuissant tant que la mission principale n'est pas remplie. Et pourtant, il faut bien **demeurer serein, ou faire mine de l'être**, pour les autres et pour la lucidité des ordres.

## Préparer le combat

Confronté au brouillard de la guerre qui provient tout autant du camp adverse que du sien, le chef doit s'appuyer sur

une préparation à même de réduire un décalage inévitable entre réalité et perception.



SIRPA TERRE

Le 6 novembre, s'engageant sur l'aéroport, le bataillon mettait en œuvre **un plan détaillé conçu auparavant**. Chacun connaissant son rôle, sa mission, son terrain, le chef pouvait anticiper l'action des unités et, ainsi, prendre l'adversaire de vitesse. En outre, l'état-major du 43<sup>e</sup> BIMA évoluait depuis plus d'un an sur un terrain familier et, du PC, visualisait sans peine les zones des unités. Les uns et les autres parlaient le même langage, avaient les mêmes références. **En ville, plus que partout ailleurs, il faut connaître physiquement les lieux**, mieux encore que son adversaire éventuel. Avant la crise, il s'agit de ne pas s'enfermer dans des PC mais d'approfondir sans cesse cette proximité, cette fusion avec le terrain, de le sillonner, car on ne le sait bien qu'avec les pieds et les yeux. Se recroquevillant derrière ses hauts murs, une force prend le risque d'être prise au dépourvu quand vient l'heure de sortir.

## Face à la foule

L'action des unités face à la population ne fut ni maintien d'un ordre public qui n'était pas de la responsabilité de la Force, ni contrôle d'une foule innombrable. Le soir du 6 novembre, le bataillon eut à remplir une mission, à atteindre un objectif : "contrôler l'aéroport pour le lendemain à l'aube, en dépit de l'opposition d'une partie de la population". Pour ce faire, il lui a fallu engager tous les hommes et les femmes présents : fantassins, sapeurs, gendarmes, blindés, artilleurs, mécaniciens, transmetteurs, cuisiniers dans une lutte incertaine. Et tous devaient être capables de

se servir de leurs armes et de leurs munitions, létales ou non létales. Tous devaient être capables d'affronter l'adversaire en face, les yeux dans les yeux, malgré la fatigue, l'épuisement. Ce combat, que personne ne sait encore très bien nommer, pourrait peut-être s'intituler **"action contre des forces non militaires" ou bien "action face à des non-combattants"** ? Mais ce combat est, à l'évidence, celui que nos unités doivent savoir conduire et gagner. Ce combat est celui qu'elles doivent préparer. Peut-être cette interrogation en rejoint-elle une autre : "En 2005, qu'est-ce que la guerre et comment la gagner ?"

*Alors que dans le souvenir s'éloigne cette phase aiguë d'une crise si longue, demeure la conviction, qu'au-delà des concepts, des doctrines, ou des technologies nouvelles, l'homme est au centre de tout engagement. En novembre 2004 à Abidjan, face à la foule, face à la haine, souvent au contact direct, presque visage contre visage, face à la détresse aussi, pendant des heures et des jours, n'existaient plus que des hommes et des femmes. Dans la tourmente, ces soldats ont tenu, lutté et construit le succès.*

**Un complément pour les actes et interventions  
de la rencontre par le Général (2S) François SERVEILLE**

## **La prise en compte des opérations en zone urbaine par les Etats-Unis**

Il a paru illustratif d'inclure dans ce numéro spécial, qui décrit les réflexions et études prospectives menées autour du thème des opérations en zone urbaine, le point de vue américain tel qu'il s'est cristallisé après trois ans de guerre en Irak.

En effet, cette expérience complétée par les expérimentations nécessaires leur aura permis de sérier, et ce en interarmées et avec une participation interministérielle, des conclusions générales dont ils entendent tirer parti pour fixer les orientations capacitaires des armées US au niveau opératif pour les opérations en zone urbaine jusqu'en 2015.

### **Un processus interarmées et interministériel qui s'inscrit dans la durée**

L'identification claire des problèmes majeurs rencontrés par les Américains en Irak mais également sur d'autres théâtres d'opérations comme l'Afghanistan, le tsunami indonésien ou l'ouragan Katrina a été menée sans concession. Les conclusions générales qui en découlent ne manquent pas d'être très intéressantes et vraisemblablement fort utiles pour nos propres forces qui, *mutatis mutandis*, auraient probablement intérêt à en retirer le meilleur.

La volonté américaine de prise en compte aux niveaux interarmées, interministériel et multinational des opérations en zone urbaine démontre la volonté et le sérieux du traitement des problèmes relatifs aux opérations de stabilisation/normalisation. En effet, la zone urbaine est désormais

considérée par les forces armées américaines comme le cadre le plus vraisemblable de la majorité des engagements futurs.

L'expérimentation, le retour d'expérience et les réflexions conduites depuis plus de trois ans au sein des forces armées américaines ont conduit ces dernières à regrouper les différentes problématiques des opérations en zone urbaine en six thèmes majeurs (rôle des actions interministérielles, opérations d'influence, maintien de l'initiative, prise en compte de l'espace de bataille, menace asymétrique en terrain complexe, travail en coalition). Nous vous présentons la sélection des quatre premières familles capacitaires, retenues comme prioritaires du combat en zone urbaine.

## Action interministérielle<sup>1</sup>

Premier enseignement : **“La force interarmées doit pouvoir intégrer la planification et les capacités interministérielles lors de sa propre planification et lors de l’exécution de ses missions en zone urbaine. Elle doit également faciliter la transition du militaire au civil des fonctions et tâches essentielles.”**

Le fait que les forces armées américaines, non seulement aient traité d’emblée les conséquences du combat en zone urbaine en interarmées, mais également aient inclus dès l’origine de

l’étude un substantiel volet interministériel démontre la prise en compte dans sa globalité de ce nouveau contexte d’engagement. Cette perception nouvelle (primordiale dans l’environnement complexe du tissu urbain) est le fruit des analyses et retours d’expérience des récents engagements tels que le rôle capital des actions interministérielles (faisant appel à des expertises et des ressources non militaires) dans les zones urbaines. Elle nécessite la mise sur pied de profondes réformes comme la mise en place d’une formation et d’un entraînement

communs - en interministériel - pour atténuer les divergences culturelles existantes, améliorer la connaissance réciproque, et mettre davantage en cohérence la planification strictement militaire et le processus de décision politique. Il conviendra également de résoudre le problème récurrent de l’unité de commandement dans ce type d’opération. L’emploi d’équipes mixtes déjà constituées et entraînées en commun et la mise sur pied d’un processus de coordination interministériel jusqu’au niveau tactique doivent permettre de mettre en œuvre avec cohérence l’ensemble des capacités “inter-agences” (gouvernement, ordre public, infrastructure, énergie, culture).

*1 Interagency Roles and Missions.*



US ARMY

## Opérations d’influence

Second enseignement : **“Dans le cadre de l’environnement stratégique national, les forces projetées doivent pouvoir intégrer les opérations d’influence dans chacun de leurs engagements afin de modifier, en fonction de l’effet recherché, le comportement de l’adversaire ainsi que celui de toutes les composantes de la population.”**

Cette prééminence de la stratégie d’influence revêt une nouvelle forme en s’appuyant sur les constats suivants : l’importance de l’information de la population non combattante devient cruciale en vue de la modification de son comportement. L’utilisation de messages intégrant une

réelle dimension locale appuyés par des actions de terrain demeure toujours plus efficace que les discours. Les conclusions de cette analyse se traduisent par une plus importante autonomie de décision (et de ressources) à laisser aux unités au contact pour conduire leurs propres opérations d’influence qui, désormais, sont à placer au même niveau de pertinence que le feu ou la manœuvre. Les Américains envisagent d’inclure dans leur volet doctrinal les “opérations d’influence” comme une pièce maîtresse à laquelle s’agrègeraient les relations publiques (en recherchant de manière systématique le contrôle des médias locaux).

## Préservation de l'initiative<sup>2</sup>

Troisième enseignement : **“Lors d’une opération en zone urbaine, le commandant de la force interarmées doit pouvoir agir avec le plus grand éventail de modes d’action simultanés en fonction de la violence du contexte ou des accalmies.”**

La nécessité de maintenir l’initiative, pour faciliter la transition entre les opérations d’intensité différente, provient des constats tels que la période d’accalmie<sup>3</sup> à l’issue de la période initiale des combats a été sous-exploitée (les unités ne reçurent pas d’ordre précis sur la conduite à tenir après la chute de Bagdad) et que la réorganisation de la société civile s’effectue très rapidement après la phase de combat (si la coalition ne prend pas d’initiative, ce vide sera comblé par d’autres). Des difficultés ou lacunes ont été relevées comme l’incapacité à mettre rapidement sur pied des forces supplétives locales pour renforcer la coalition aggravée par le volume insuffisant de forces au sol pour mener simultanément des actions distinctes et pour prendre

en compte la globalité de l’environnement urbain dès la fin des combats. Les principales recommandations visent à établir plus de cohérence dans les relations de commandement avec les autres ministères et agences déployés sur le terrain afin de pouvoir utiliser sur le champ toutes les ressources nationales existantes au profit d’une zone de conflit urbanisée. De même, il conviendra de former les planificateurs à associer au plus tôt du personnel local auprès de la coalition. Cette préservation de l’initiative conduit les forces américaines à modifier la conception des opérations pour passer du séquentiel (phases) aux opérations simultanées (et réversibles). Enfin la mise sur pied d’équipes interministérielles tant au niveau opératif que tactique s’avère indispensable, comme indiqué supra.

<sup>2</sup> *Maintaining Initiative.*

<sup>3</sup> *Golden Hour.*

## Connaissance optimisée du champ de bataille<sup>4</sup>

Quatrième enseignement : **“La force interarmées doit posséder la capacité de comprendre, non seulement comment les zones urbaines fonctionnent en tant qu’entités (et qui les fait fonctionner), mais quelle est la nature précise des menaces à l’intérieur des villes. Elle doit également avoir le souci de recueillir et de partager (jusqu’aux plus bas échelons) les informations de terrain, y compris d’origine humaine.”**

Cette conclusion découle de nombreux retours d’expérience tels que la difficulté de localiser précisément les hostiles, du fait que 90 % des renseignements et de la connaissance de l’environnement local proviennent des patrouilles quotidiennes, du rôle essentiel des “Affaires civiles” dans ce type d’engagement et de la remarquable qualité des équipes d’exploitation du renseignement humain. Leur effort portera principalement sur une meilleure compréhension de la complexité

de l’environnement urbain, sur l’emploi de personnel local pour la compréhension des dimensions sociale, politique et culturelle, sur une prise en compte effective des facteurs urbains par la communauté du renseignement. Afin de pallier le déficit dans la transmission (du haut vers le bas) des renseignements nécessaires au profit des unités au contact, les forces armées américaines mettront en place la fourniture d’images de synthèse numérisées<sup>5</sup> jusqu’aux échelons de contact.

<sup>4</sup> *Battle Space Awareness.*

<sup>5</sup> *de type Palm Pilot.*

## Une nouvelle donne : l’interministériel conjugué à l’interarmées...

Cette approche capacitaire des forces armées américaines propose, comme nous venons de le parcourir, un catalogue de solutions et recommandations qui couvrent l’ensemble des domaines essentiels (doctrine, organisation des unités, sélection et formation des hommes, entraînement et équipements).

**La prise en compte au niveau interarmées de cette problématique et la volonté d’y associer au plus tôt l’interministériel démontrent la réactivité et le sens des nécessités des forces armées américaines.**

Intervention du général d'armée THORETTE, chef d'état-major  
de l'armée de terre, en conclusion du colloque

## Les actions en zone urbaine doivent nous forcer à réfléchir ensemble, civils et militaires

Je souhaite d'abord remercier et féliciter tous ceux qui ont participé à l'organisation de cette journée. Mes remerciements vont aussi à vous tous, qui vous êtes déplacés pour réfléchir avec nous aux conditions nouvelles d'engagement de nos forces et à celles et ceux qui ont conduit les tables rondes.

Je crois que les échanges auxquels nous avons assisté cet après-midi ont été très riches. Ils nécessiteront une étude attentive pour être pleinement exploités.

Je voudrais simplement, dans cette rapide allocution de clôture, vous dire - en tant que chef d'état-major de l'armée de terre - **comment les actions en zone urbaine s'inscrivent dans le cadre plus large de la réflexion que nous menons** pour nous adapter aux défis de demain.

Je voudrais surtout vous **lancer un appel pour que nous puissions continuer à mener cette réflexion ensemble.**

Si cette année, le Centre de doctrine d'emploi des forces a fait porter le thème de son colloque annuel sur ce sujet, c'est bien parce que l'action en zone urbaine est au cœur de nos préoccupations.

Non seulement, parce que - cela a été dit à de très nombreuses reprises aujourd'hui - ces opérations se multiplient en raison de l'urbanisation croissante de la planète.

Mais surtout parce que les opérations en zone urbaine sont emblématiques de ce à quoi nous devons nous préparer. Leur grande complexité, l'exigence de rigueur qu'elles imposent en font un standard efficace de notre performance opérationnelle. Surtout, la nécessité de coopération qu'elles induisent entre militaires, diplomates, humanitaires, juristes, policiers et industriels est parfaitement représentative de la forme future de nos opérations.

En fait, elles sont au carrefour des trois grands défis auxquels l'armée de terre devra répondre dans les années qui viennent :

- le défi de la transformation de ses modes d'action ;
- le défi de la performance de son organisation ;
- le défi de son intégration au sein de la société, et plus spécifiquement le défi de la coopération avec des acteurs différents.



Cellule multimédia/CDEF



## L'action en zone urbaine est un cas emblématique du défi opérationnel de l'armée de terre

On l'a dit aujourd'hui, les opérations en zone urbaine sont particulièrement difficiles d'un point de vue strictement militaire. Je voudrais, si vous le voulez bien, les analyser de mon point de vue de chef militaire, responsable, sous la conduite du chef d'état-major des armées, de la préparation des forces que vous pourrez, pour certains, côtoyer demain sur le terrain.

Sans prétendre être exhaustif, je m'attarderai sur trois caractéristiques essentielles de ce type de combat ou d'action militaire. Pour chacune d'entre elles, je m'attacherai à mettre en évidence leurs conséquences pour la préparation de nos forces.

### La zone urbaine est d'abord un milieu opaque, volatile, incertain, dans lequel la maîtrise de l'information est primordiale.

C'est la raison pour laquelle l'armée de terre a fait un effort important pour développer ce qu'il est convenu d'appeler la numérisation de l'espace de bataille. **Sur un théâtre d'opération, l'information présente la triple caractéristique d'être partielle, éphémère et incertaine. Nous cherchons donc à obtenir des renseignements mieux recoupés, plus récents et plus sûrs.**

Dans ce domaine, l'armée de terre française a pris une longueur d'avance, même si nous devons encore progresser, grâce au travail de qualité mené dans l'ombre, depuis plusieurs années, par nos industriels et nos officiers de programme. Chaque chef de groupe, chaque chef de section est ou doit être désormais capable de transmettre en temps réel des données vers son chef hiérarchique. Dans certains cas, une partie de ce réseau pourra d'ailleurs être mis à la disposition d'acteurs non militaires pour constituer un embryon de système de communication. Cette maîtrise de l'information doit être aussi rapportée à la connaissance du milieu, de la culture au sein de laquelle nous opérons.

**Deuxième caractéristique, ces opérations nécessitent des effectifs adaptés en nombre**, tant en raison de l'agencement très compartimenté de l'espace que de la densité du milieu humain. **Le contrôle de foule, dans son acception globale, demande toujours des effectifs importants.** Pour faire face à cet impératif, nous avons cherché à **concevoir des forces qui soient plus polyvalentes.**

Je saisis cette occasion pour faire un commentaire sur la différence entre le maintien de l'ordre, qui a lieu sur le territoire national, et le contrôle de foule en opération. Au-

delà de la distinction géographique, **le maintien de l'ordre est le stade ultime de l'action des forces de l'ordre, alors que le contrôle de foule est le premier stade du combat militaire.**

Pour ce qui concerne ces forces polyvalentes, il ne s'agit pas à strictement parler de forces "moyennes". Il s'agit plutôt de réorienter l'effort de recherche que nous demandons aux industriels par le biais de la DGA. Cet effort visait jusqu'à présent la performance technologique de l'armement et de la protection. Nous souhaitons maintenant, tout en conservant le niveau de protection actuel, que l'effort de recherche soit mis au service de la **rusticité**, de **la mobilité stratégique** - donc de la **légèreté** - et de la limitation des coûts d'achat comme de possession.

**Enfin, en zone urbaine, chaque cas est un cas d'espèce, chaque rue, chaque grand bâtiment, chaque jardin est un microthéâtre d'opération** dans lequel l'emploi centralisé des moyens est difficile.

Dès maintenant, ceci doit se traduire par **un effort marqué vers le combat interarmes**, c'est-à-dire la coopération permanente et à tout petit niveau de l'infanterie, des chars, de l'artillerie, du génie, des hélicoptères... La création au mois de juillet 2005 du **Centre d'entraînement au combat en zone urbaine de Sissonne** doit nous aider à progresser dans ce domaine. Avec ce centre organisé autour d'une véritable petite ville avec ses zones pavillonnaires et ses commerces, ses égouts et ses immeubles, sa banlieue et son vieux centre, nous disposerons d'une infrastructure qui nous met dans le peloton de tête des armées occidentales en matière d'entraînement.

**Mais nous nous attachons à ce que nos hommes apprennent l'Autre. Notre entraînement ne pourra donc donner de véritables résultats que s'il est valorisé par la présence de tous les acteurs d'une crise moderne.** Chacun de nos exercices importants intègre dès maintenant une dimension politico-militaire. Peut-être certains parmi vous ont-ils d'ailleurs déjà participé à ce type d'exercice.

Voici brossé un rapide tableau des conséquences de cette prise d'importance du combat en zone urbaine pour nos forces. Nos évolutions visent à converger vers un modèle de force novateur, décrit dans le projet "forces terrestres futures 2025" que je résumerai ainsi : **concevoir des forces qui soient plus polyvalentes**, aux effets parfaitement coordonnés.

## L'action en zone urbaine au cœur du 2<sup>e</sup> défi de l'armée de terre, la performance de son organisation

Je viens de faire la description du combat en zone urbaine et de ses implications tactiques. Elle a des conséquences sur toute **notre organisation militaire de temps de paix**.

Je voudrais vous faire partager mes préoccupations sur ce sujet, tant il est vrai que le succès dans une opération n'est jamais que le résultat d'une action menée très en amont, bien avant l'opération elle-même. Bien entendu, notre organisation n'est pas uniquement déterminée par la perspective du combat ou de l'action militaire en zone urbaine, mais le niveau d'exigence qu'il entraîne en fait un critère déterminant pour décider des orientations futures.

### Je soulignerai deux points

#### Je veux d'abord revenir sur la question du nombre

Les opérations en zone urbaine, particulièrement en période de stabilisation, nécessitent des forces importantes déployées sur de longues périodes. **Pour sécuriser la population, pour dissuader des chefs de milices, pour contrôler une zone urbaine, il faut des hommes sur le terrain.** Ce phénomène est d'ailleurs reflété par les opérations actuelles. Alors même que les armées françaises ne sont pas aujourd'hui engagées dans des opérations de très haute intensité, près de 8 000 soldats de l'armée de terre sont déployés en opérations extérieures, et parmi eux nombreux sont ceux qui sont à Abidjan, Mitrovica ou Kaboul. Ils représentent plus de 80 % des effectifs déployés par la France, toutes armées confondues.

Pour répondre à ce défi, **nous adaptons quotidiennement notre organisation** pour dégager des effectifs projetables en rationalisant notre structure administrative, en externalisant les tâches

qui peuvent l'être, et en faisant en sorte que notre soldat professionnel puisse s'entraîner, se former, sous peine de graves déconvenues lorsque vient l'heure de l'engagement.

#### Je veux maintenant insister sur la formation

C'est un pôle d'excellence reconnu de l'armée française. Or le combat ou l'action militaire en localité montre de manière absolument exemplaire l'importance de cette formation. Dans ce terrain très compartimenté, les chefs de tous niveaux sont isolés, les nerfs sont soumis à rude épreuve, les situations sont complexes et évolutives. **C'est la formation qui fait alors la différence entre la bonne et la mauvaise réaction.** C'est le but de nos écoles de formation que de développer ces qualités si particulières de courage et d'intelligence des situations, de détermination et de modération, de sang-froid et d'énergie, de combativité et de respect de l'adversaire, de capacité de comprendre et de capacité de décider au plus petit niveau. **Car en zone urbaine, c'est bien l'homme qui prédomine, de même, encore une fois, que prédomine la connaissance de l'adversaire potentiel.**

Mais les opérations en zone urbaine appellent une formation de nos chefs qui dépasse très largement la simple expertise technique ou la formation du caractère. Cette formation doit être véritablement **pluridisciplinaire**, comme les débats de cet après-midi l'ont bien montré. Nos futurs cadres doivent à l'évidence posséder des compétences juridiques, économiques, linguistiques. Ils doivent surtout se familiariser avec un milieu qui ne leur est pas familier.

Ceci me permet d'aborder le troisième défi de l'armée de terre.



SIRPA TERRE

## Le combat en zone urbaine au cœur du défi à œuvrer avec tous les acteurs de la société

En fait, ce défi est celui de l'armée de terre, comme des autres armées, mais il s'intègre dans un défi plus vaste, commun à nous tous ici.

C'est celui de la coopération, c'est celui de la connaissance mutuelle du diplomate et du militaire, du policier et de l'humanitaire, de l'industriel et du médecin. Bien sûr, il ne faudrait pas commettre l'erreur de croire que ce défi est fondamentalement nouveau. On sait que Bonaparte partant pour la campagne d'Égypte s'était entouré de scientifiques et de médecins. Il est simplement certain que cette nécessité de la coopération "interagences", pour recourir à un anglicisme, a été trop longtemps ignorée dans la période récente.

Si ce besoin de coopération se met à nouveau en évidence, c'est sans doute en raison d'une caractéristique très contemporaine des opérations urbaines. **Elles sont par excellence, comme l'a souligné je crois dans son introduction le général Desportes, le domaine du combat asymétrique**, c'est-à-dire de l'affrontement avec des adversaires qui n'emploient pas les mêmes modes d'action que nous. Leur action va de la guérilla urbaine au terrorisme et les conduit très souvent à enfreindre très gravement le droit de la guerre.

Il faut nous interroger pour savoir pourquoi ces situations de crise urbaine surviennent. Je voudrais vous proposer un élément de réponse qui n'est que très partiel, mais que je pense important. La technologie a conduit à donner aux armées occidentales les moyens de détruire tout objectif repéré de manière quasi-certaine et au moment choisi. Face à cette situation, nos adversaires se réfugient dans des modes d'actions asymétriques, auxquels nous avons le plus grand mal à répondre. Face à eux, **la frappe à distance de sécurité, sur le mode "tire et oublie", est souvent vaine ; elle se voit surpassée par le principe d'action au contact, dans la continuité**. Je souligne que **la tentation de la seule destruction, le "tire et oublie" élevé au rang de philosophie, correspond à une tradition militaire qui n'est pas la nôtre**, et qui tend souvent à diaboliser un adversaire systématiquement assimilé au terroriste. Notre culture n'est pas celle-là.

Pour nous, **l'action militaire dont le but ultime reste, non pas de détruire l'adversaire mais de le convaincre qu'il doit céder sur une question précise, demande toujours du temps**. Il s'agit bien là de l'atout majeur des forces terrestres, de se déployer au contact de l'adversaire, dans la durée, pour l'amener à partager, au moins partiellement, nos vues. Mais cette action dans la durée, cette action sur la psychologie demande surtout que toutes les compétences ici réunies agissent en synergie. C'est peut-être pour l'avoir trop longtemps oublié que trop de conflits dégénèrent en guérillas urbaines nourries par le désespoir et la haine.

Pour arriver à ce but, pour travailler ensemble, plusieurs étapes sont à mes yeux indispensables :

- Comme je l'ai déjà souligné à propos de la formation, **une connaissance mutuelle préalable à la crise** s'impose. Elle passe par des

exercices en commun, elle passe par des événements comme celui d'aujourd'hui, elle passe par des contacts plus fréquents entre les futurs acteurs.

- Il est ensuite souhaitable que **chacun des acteurs puisse être associé, d'une manière ou d'une autre, à la planification de l'opération**. Il s'agit moins d'en prévoir le moindre des aléas, ce qui serait illusoire, que d'en mesurer tous les enjeux avant de s'engager sur le terrain : quelles règles juridiques appliquer ? Quel risque d'épidémie anticiper ? Sur quelles structures administratives s'appuyer ? Les réseaux de distribution d'eau et d'électricité seront-ils utilisables ?

- Enfin il faut **conduire l'opération en association** et répondre à la très délicate question de l'articulation des différentes actions entre elles, en respectant l'éthique et l'indépendance de chacun. Quand, et dans quelle mesure, jusqu'à quand faut-il employer la force, la dissuasion, la pure assistance humanitaire ou économique ? Il n'y a pas de réponse purement rationnelle à cette question. Chacune de ces composantes de notre action est la "continuation de la politique par d'autres moyens", au sens très noble du mot politique. La réponse est avant tout conditionnée par **une connaissance très fine du milieu humain**. Elle dépend finalement de la confiance et du dialogue qui a pu s'instaurer entre le militaire, le diplomate, l'humanitaire, le policier, le médecin, l'industriel, le journaliste ainsi qu'avec nos alliés.

### Conclusion

*Pour conclure, je redirai tout simplement ce que je disais en ouverture de ce trop long exposé. **Les actions en zone urbaine doivent nous forcer à réfléchir. Les crises auxquelles nous assistons aujourd'hui, dont l'épicentre se situe le plus souvent en zone urbaine, ne peuvent que nous conduire à le faire. Elles posent de nombreuses questions quant à la conception que nous nous faisons du rôle et de la place de l'outil militaire.***

*Ces questions appellent une réponse non pas seulement militaire, mais de l'ensemble de la société, elles appellent à un retour de la question militaire au sein du débat public. Elles doivent nous forcer à réfléchir ensemble, parce qu'elles posent des questions nouvelles et fondamentales pour nos armées. Elles doivent nous forcer à réfléchir ensemble, parce que l'homme est plus que jamais au centre des questions qu'elles posent. Elles doivent nous forcer à réfléchir ensemble parce que l'action militaire, plus que jamais, n'est que le reflet et le moyen de promotion des valeurs de notre République.*

# Bibliographie

## Quelques ouvrages à connaître

### Intervenants

- [Le Lièvre et la Tortue](#) - Les atouts inattendus des Français, M. Christian Blanc, Plon, 1994.
- [Air France, An III](#), M. Christian Blanc, notes de la Fondation Saint Simon, 1996.
- [Pour un Etat stratège garant de l'intérêt général](#), M. Christian Blanc, La Documentation française.
- [Comprendre la guerre](#), Général Vincent Desportes, Economica, 2000.
- [L'Amérique en armes, anatomie d'une puissance militaire](#), Général Vincent Desportes, Economica, 2002.
- [Décider dans l'incertitude](#), Général Vincent Desportes, Economica, 2004.

### Sujets divers

- [Le niveau de vie en URSS de la Révolution d'octobre à 1980](#), M. Jovan Pavlevski, Economica.
- [La mise en place de l'Euro](#), M. Xavier de Villepin, Journal officiel de la République française, 11/1996.
- [Questions internationales](#), M. Xavier de Villepin, Ellipses, 2004.
- [Quand le monde a basculé](#), Amiral Jacques Lanxade, NIL éditions, 2001.
- [Organiser la politique européenne et internationale de la France](#), Amiral Jacques Lanxade et M. Nicolas Tenzer, La documentation Française, 2002.
- [La guerre des Malouines](#), M. Charles Maisonneuve et M. Pierre Razoux, Larivière, 2002.
- [Diên-Biên-Phu](#), M. Charles Maisonneuve, Larivière, 2004.
- [Le boubier ivoirien](#), M. Charles Maisonneuve, Privat, 2005.
- [Incitation à la réflexion stratégique](#), Général Eric de La Maisonneuve, Economica, 1998.
- [Un monde à repenser - 11 septembre 2001](#), Général Eric de La Maisonneuve et M. Jean Guellec, Economica, 2001.
- [Le métier de soldat](#), Général Eric de La Maisonneuve, Economica, 2002.
- [Stratégie, crise et chaos](#), Général Eric de La Maisonneuve, Economica, 2005.

### Invités

## Les conflits en zone urbaine

- [La guerre, la ville et le soldat](#), M. J-L. Dufour  
Editions Odile Jacob, 2002.
- [La ville et la guerre](#), M. Antoine Picon (sous la direction de),  
Editions de l'Imprimeur, 1996.
- [Villes et conflits infra-étatiques](#), M. Jean-Luc Marret, FRS, 2005.
- [War and the city](#), M. G-J Ashworth, Routledge, Londres, 1991.
- [Villes et conflits armés](#), L'Armement n°40, décembre 1994.
- [Villes et conflits : approches géographiques](#), M. J-L. Dufour, 2002.
- [La défense du territoire après le 11 septembre](#), M. Jean-François Daguzan, FRS, 2002.
- [Evolution et régulation des illégalismes populaires en France depuis 1980](#),  
M. Laurent Bonelli, Cultures et Conflits, 2002.
- [Villes en guerre dans le premier XX<sup>ème</sup> siècle \(1914-1945\)](#), colloque au Centre  
d'Histoire de la Ville moderne et contemporaine (CEHVI), 2003.
- [Ville et violence](#), M. Pierre-René Lemas, Centre de Documentation de l'Urbanisme  
(CDU), 2000.
- [Ville et violence. L'irruption de nouveaux acteurs](#), M. S. Body-Gendrot,  
Presses Universitaires de France, 1995.
- [La rareté des ressources environnementales et l'émergence de conflits](#),  
M. Bingham Kenedy Jr, Population Reference Bureau (PRB), 2001.
- [Cities, war and terrorism. Towards an Urban geopolitics](#), M. Stephen Graham,  
Blackwell publishing, 2004.

## Les conflits asymétriques

- [Les conflits asymétriques, l'avenir de la guerre ?](#) M. Barthelemy Courmont  
(sous la direction de), La revue internationale et stratégique n°51, automne 2003.
- [Chechnya : Calamity in the Caucasus](#), C. Gall et T. De Waal, New-York  
University Press, 1998.
- [Guerre des milices et fragmentation à Brazzaville](#), M. E. Dorier-Apprill,  
Hérodote n°87-88, 1997.
- [Quelles menaces, demain, sur la sécurité de la France ?](#)  
M. Pierre Pascallon (sous la direction de), L'Harmattan, 2005.
- [How the weak win wars. A theory of asymmetric conflict](#), M. Ivan Arreguin-Toft,  
Cambridge University Press, 2006.

# Principaux documents récents en rapport avec l'emploi des forces françaises en zone urbaine

## Documents interarmées

- [Concept d'emploi des forces](#) - Juillet 1997.
- [Doctrines interarmées d'emploi des forces en opération](#) - Septembre 2003.
- [Doctrines interarmées du commandement en opération](#) - Août 2001.
- [Concept du niveau opératif](#) - Juillet 2004.
- [Concept interarmées des opérations d'information](#) - Mars 2005.
- [Concept et doctrine interarmées de la coopération civilo-militaire](#) - Mars 2005.
- [Mémento de défense du territoire](#) - Octobre 2005.

## Documents de l'armée de terre

- [Forces terrestres en opération - TTA 901](#) (Doctrine d'emploi des forces terrestres) - Avril 1999.
- [Manuel provisoire d'emploi de la composante terrestre de niveau corps d'armée](#) - Land Component Command/Army Corps - TTA 902/1 - Novembre 2002.
- [Manuel d'emploi de la division](#) - TTA 903 - Septembre 2001.
- [Manuel d'emploi de la brigade d'interarmes générique](#) - TTA 904 - Mars 2004.
- [Concept d'emploi des forces terrestres en phase de stabilisation](#) - Juin 2005.
- [Concept d'engagement des forces terrestres en zone urbaine](#) - Mai 2005.
- [Manuel d'emploi des forces terrestres en zone urbanisée](#) - TTA 980 - Mai 2005.

# ( Armées : faire campagne en ville en images )



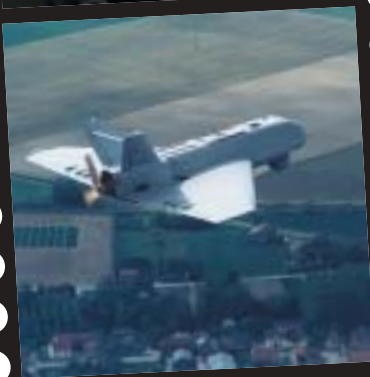
**Le besoin opérationnel est placé au centre du débat**

p. 8 - *Cellule Multimédia/CDEF*



**Pour une performance opérationnelle optimale**

p. 14 - *SIRPA Terre*



**Comprendre, frapper et parer : trois actes élémentaires difficiles en zone urbaine**

p. 19 - *SAGEM*



**Information, communication, identification, localisation : un problème majeur des engagements en zone urbaine**

p. 23 - *THALÈS*



**La prise en compte des opérations en zone urbaine par les Etat-Unis**

p. 29 - *US ARMY*

# DOCTRINE

